

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session
Rome, 12-13 décembre 2005

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCIÉES PAR LE FIDA	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. LE CONCEPT ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL DE LA PAUVRETÉ RURALE	1
A. Situation économique du pays	1
B. Secteur agricole	3
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	5
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	6
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS	7
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	9
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	9
B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions du projet	11
C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec des ONG et le secteur privé	14
D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	15
E. Domaines de concertation	16
F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille	17
G. Cadre indicatif de financement et de programme de travail à horizon mobile	17
APPENDICES	
I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	2
III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)	5
IV. FIDA'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)	7
V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)	8

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Yuan (CNY)
1,00 USD	=	8,24 CNY
1,00 CNY	=	0,12 USD

POIDS ET MESURES

(système métrique)

SIGLES ET ACRONYMES

BAsD	Banque asiatique de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
CRC	coopérative rurale de crédit
DRC	Commission nationale pour le développement et les réformes
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GTZ	Office allemand de coopération technique
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Région: Asie et Pacifique

Pays: Chine

Nom du projet/programme	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet de développement des pâturages et de l'élevage dans le Nord	FIDA	UNOPS	PF	22 avr. 81	20 juill. 81	31 déc. 88	L - 1 - 62 - CH	DTS	28 700 000	100%
Projet de développement agricole du Hebei	FIDA	Banque mondiale	I	15 sept. 82	14 janv. 83	31 déc. 88	L - 1 - 107 - CH	DTS	22 900 000	100%
Projet de crédit rural	FIDA	Banque mondiale: IDA	PF	11 sept. 84	22 janv. 85	30 juin 89	L - 1 - 153 - CH	DTS	24 250 000	100%
Projet intégré de pisciculture en eau douce dans la province de Guangdong	FIDA	Banque mondiale	I	03 déc. 86	24 mars 87	31 déc. 92	L - 1 - 195 - CH	DTS	10 150 000	96%
Projet de développement de l'élevage au Sichuan	FIDA	UNOPS	PF	30 nov. 88	16 mai 89	30 juin 95	L - 1 - 233 - CH	DTS	13 400 000	100%
Projet de développement agricole du Shandong/Yantai	FIDA	UNOPS	PF	07 déc. 89	10 juill. 90	31 déc. 96	L - 1 - 254 - CH	DTS	16 800 000	100%
Projet de développement agricole intégré de la province de Shanxi	FIDA	UNOPS	PF	04 avr. 91	26 juill. 91	30 juin 98	L - 1 - 281 - CH	DTS	17 850 000	100%
Projet de mise en valeur des basses terres de Jilin	FIDA	UNOPS	PF	14 avr. 92	15 juin 92	30 juin 98	L - 1 - 300 - CH	DTS	20 000 000	100%
Projet de développement agricole de la zone de minorités ethniques de la préfecture de Simao	FIDA	UNOPS	PF	15 sept. 93	10 déc. 93	31 déc. 00	L - 1 - 335 - CN	DTS	18 400 000	99%
Projet de développement agricole de la préfecture de Hainan (Qinghai)	FIDA	UNOPS	PF	05 déc. 94	08 juin 95	30 juin 01	L - 1 - 364 - CN	DTS	13 500 000	100%
Projet de développement agricole intégré de Jiangxi/Ganzhou	FIDA	UNOPS	PF	06 déc. 95	10 mai 96	31 déc. 01	L - 1 - 395 - CN	DTS	15 950 000	100%
Projet de développement agricole intégré dans le nord-est du Sichuan et la province de Qinghai/Haidong	FIDA	UNOPS	PF	11 sept. 96	14 mai 97	30 juin 03	L - 1 - 424 - CN	DTS	19 100 000	100%
Projet de développement agricole intégré dans le sud-ouest de la province d'Anhui	FIDA	UNOPS	PF	11 sept. 97	12 déc. 97	30 juin 04	L - 1 - 451 - CN	DTS	19 100 000	100%
Projet de développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques	FIDA	UNOPS	PF	10 sept. 98	21 avr. 99	31 déc. 04	L - 1 - 483 - CN	DTS	21 100 000	27%
Projet de réduction de la pauvreté dans la zone des monts Qinling	FIDA	UNOPS	PF	08 déc. 99	14 août 01	31 mars 08	L - 1 - 517 - CN	DTS	21 000 000	49%
Projet de lutte contre la pauvreté dans le Guangxi occidental	FIDA	UNOPS	PF	07 déc. 00	21 mars 02	30 sept. 08	L - 1 - 552 - CN	DTS	23 800 000	55%
Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi	FIDA	UNOPS	PF	11 déc. 02	11 fév. 05	30 sept. 08	L - 1 - 600 - CN	DTS	21 950 000	11%
Programme relatif au secteur de la finance rurale	FIDA	UNOPS	PF	21 avr. 04	13 sept. 05	31 mars 10	L - 1 - 634 - CN	DTS	9 950 000	
Programme de réduction de la pauvreté dans le sud du Gansu	FIDA	UNOPS	PF	08 sept. 05			L - 1 - 673 - CN	DTS	20 150 000	

UNOPS = Bureau des services d'appui aux projets (Organisation des Nations Unies). IDA = Association internationale de développement (Groupe de la Banque mondiale). PF = conditions particulièrement favorables. I = conditions intermédiaires. DTS = Droit de tirage spécial.

RÉSUMÉ

A. Le contexte de la pauvreté rurale

1. **Réalisations.** La République populaire de Chine a réussi à réduire la pauvreté absolue dans des proportions sans précédent: sur la base du seuil national de pauvreté de 625 CNY par personne et par an, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté était environ de 250 millions en 1978, mais n'était plus que de 28 millions approximativement en 2002. Ce groupe de 28 millions de pauvres est considéré comme composé de personnes vivant dans un dénuement absolu. Par rapport à la population rurale, cette diminution représente une baisse de l'incidence de la pauvreté de 30,7% à 3,4%. Le Gouvernement chinois a introduit récemment un seuil national de pauvreté au-dessous duquel sont considérées comme pauvres absolus et comme économiquement faibles les personnes ayant un revenu inférieur à 869 CNY. En fait, cette définition représente un pouvoir d'achat équivalant à 1 USD par personne et par jour et correspond à la définition utilisée dans le contexte du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Selon ce critère, quelque 88 millions de personnes, soit 10% de la population rurale, sont pauvres. Il ressort de certaines études récentes que, s'il était appliqué un concept de la pauvreté définissant le seuil de pauvreté comme étant une consommation représentant 1 USD par personne et par jour, l'incidence de la pauvreté atteindrait 161 millions de personnes, soit 12,5% de la population totale. Par ailleurs, l'incidence de la pauvreté urbaine est tombée à 0,3%.

2. **Problèmes.** En dépit des résultats remarquables obtenus dans la lutte contre la pauvreté rurale, il subsiste des problèmes substantiels. Ainsi, la persistance de la vulnérabilité, une croissance peu équilibrée au plan régional, les disparités croissantes qui caractérisent le développement en milieu rural et en milieu urbain, l'inégalité persistante entre les sexes et d'autres facteurs, comme des dotations inégales en ressources naturelles et un accès limité au financement rural, affectent l'efficacité des efforts déployés pour éradiquer totalement la pauvreté rurale.

3. **Possibilités.** Plusieurs facteurs sont propices à une réduction de la pauvreté en Chine, et notamment les suivants:

- la ferme volonté manifestée par le gouvernement d'atténuer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des ménages à faible revenu dans les régions reculées;
- une conjoncture macroéconomique marquée par la persistance d'une croissance dynamique qui crée de nouvelles possibilités de participation pour les pauvres, encore qu'il faille s'attaquer aux inégalités;
- un environnement institutionnel qui a démontré une solide capacité d'exécution, et la réalisation par les organismes publics de programmes sectoriels pilotes visant à accroître l'impact de leurs activités sur les pauvres;
- l'expérience du FIDA a démontré qu'un élargissement des possibilités structurées d'accès participatif des pauvres aux ressources constitue un moyen à la fois économique et efficace de réduire la pauvreté.

B. Cadre stratégique des interventions du FIDA

4. **Rôle et ciblage des activités du FIDA.** Des progrès impressionnants ont été réalisés en Chine sur la voie de la réduction de la pauvreté, mais les disparités croissantes qui caractérisent les niveaux de vie d'une localité et d'une région à l'autre devront conduire à redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif fixé par le gouvernement, à savoir établir une société *Xiaokang* (voir paragraphe suivant). À l'intérieur de ce cadre stratégique, l'appui du FIDA devra être axé sur les ménages pauvres et économiquement faibles des régions reculées pour leur permettre de sortir définitivement de l'ornière de la pauvreté. Étant donné les défis qui subsistent et l'expérience acquise par le FIDA, le Groupe directeur du Conseil d'État pour l'atténuation de la pauvreté et le développement et le Ministère des

finances ont vivement engagé le FIDA à continuer à fournir un appui au pays pour l'aider à réduire la pauvreté. La Chine attend du FIDA qu'il continue de faire l'apport de concepts nouveaux et de données d'expérience pour mettre en œuvre des approches novatrices de la réduction de la pauvreté ayant fait leurs preuves dans des projets réalisés dans d'autres pays, et qu'il fournisse simultanément des ressources financières supplémentaires. Le Fonds a apporté la preuve de son avantage comparatif en matière de lutte contre la pauvreté dans les régions reculées et pauvres en ressources pour avoir depuis longtemps conçu et réalisé des projets dans certaines des localités les plus reculées et les plus fragiles du monde et parmi certaines des populations les plus marginalisées qui soient.

5. **Stratégies communes.** Le gouvernement a adopté pour promouvoir le développement un programme de réduction de la pauvreté rurale pour 2001-2010, qui est fondé sur le concept classique d'une société *Xiaokang*, qui envisage une société modérément aisée et également prospère au sein de laquelle les valeurs matérielles et les normes spirituelles sont tout aussi importantes. Le programme du gouvernement vise à réduire la pauvreté en encourageant un développement agricole écologiquement rationnel, en renforçant les services de commercialisation et les services financiers au profit des pauvres, en encourageant les entreprises privées et les organisations d'agriculteurs et en développant les activités économiques non agricoles, notamment par le biais des migrations. Ces priorités correspondent pleinement aux orientations qui sous-tendent le Cadre stratégique du FIDA. Les stratégies et les cycles de programmation du gouvernement et du FIDA pour 2006-2010 sont harmonisés, et l'appui du Fonds sera pleinement intégré aux stratégies du gouvernement.

6. **Orientations stratégiques.** L'intention du Fonds d'entreprendre et d'appuyer les programmes de réduction de la pauvreté répond à deux orientations stratégiques: accès et innovation. Conformément au Cadre stratégique du FIDA, l'appui de celui-ci tendra à faciliter l'accès des pauvres, hommes et femmes, à l'information et aux savoirs, aux ressources naturelles et aux technologies d'exploitation durable de ces ressources, à des services financiers appropriés et à des marchés haut de gamme porteurs et rémunérateurs. En mettant l'accent sur le rôle de catalyseur du FIDA, ces efforts revêtiront la forme de programmes pilotes. Les résultats positifs qu'auront donnés ceux-ci serviront à concevoir les amendements à apporter aux politiques du gouvernement et à élargir ces programmes au moyen des ressources du gouvernement lui-même, comme cela a été le cas du Programme de développement du secteur financier rural.

7. **Principales possibilités: accès et innovation.** Les possibilités pour le Fonds de fournir un appui ont été identifiées sur la base des causes apparentes de la pauvreté, des considérations stratégiques du gouvernement et du Fonds, des enseignements tirés de l'expérience acquise et de l'analyse des capacités d'exécution des institutions. La promotion de l'accès et l'innovation a été le principe prééminent, et les secteurs ci-après apparaissent comme offrant les possibilités à exploiter en priorité à cet égard:

- **Conception des stratégies:** le FIDA aidera le gouvernement à ajuster sa stratégie de réduction de la pauvreté en fournissant un appui financier aux institutions publiques et privées qui interviennent dans la formulation des politiques pour les aider à réaliser des évaluations, à analyser les politiques et à définir les stratégies. Le Fonds aura ainsi la possibilité de mener une action de concertation et de plaidoyer et de nouer des partenariats à un niveau élevé.
- **Développement des services de microfinancement et des microentreprises:** l'actuel processus de réforme du secteur bancaire coopératif sera appuyé, de même que le développement des microentreprises.
- **Agriculture biologique:** des projets pilotes seront entrepris pour appuyer l'agriculture biologique et faciliter l'accès aux marchés haut de gamme en tant que moyen de réduire la pauvreté.
- **Commercialisation:** l'appui qui sera fourni pour faciliter l'accès des pauvres aux marchés revêtira la forme de la mise en place de systèmes améliorés d'information sur les marchés, d'un appui aux associations professionnelles d'agriculteurs et de la promotion de contrats de vente directe.

- **Égalité entre les sexes:** le Fonds s'attachera à encourager l'intégration de la problématique hommes/femmes aux activités et fournira un appui spécifique pour la création d'associations féminines, d'activités génératrices de revenus et de systèmes formels de financement rural.
- **Transfert de technologies:** l'approche novatrice de l'"envoyé technique" et le programme de réorientation des services ruraux de vulgarisation seront mis en œuvre à titre pilote pour satisfaire les besoins des agriculteurs pauvres, hommes et femmes.
- **Gestion des ressources naturelles:** des programmes pilotes encourageront la mise en œuvre d'une approche intégrée de la gestion des écosystèmes pour améliorer la base de ressources naturelles dans les régions pauvres. Un élément critique à cet égard sera l'appui du programme Chine-Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

8. Les régions où seront entrepris les programmes sectoriels pilotes seront sélectionnées à la lumière de l'incidence de la pauvreté et des possibilités de succès des activités pilotes. Pour satisfaire les autres besoins prioritaires des pauvres dans ces régions, chaque programme sectoriel pilote comportera également un fonds de développement rural destiné à appuyer les investissements communautaires identifiés à la suite des efforts participatifs au niveau des villages.

9. **La concertation** continuera de reposer solidement sur l'expérience acquise dans le cadre des programmes et sera complétée par des efforts d'élaboration de stratégies, des études, le renforcement de la présence du Fonds sur le terrain et la Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique. Les exemples passés de concertation couronnée de succès sont notamment la promotion des méthodes de planification participative du développement au niveau des villages et des services financiers ruraux dans le cadre des coopératives rurales de crédit. Les programmes sectoriels pilotes offriront de nouvelles possibilités de concertation avec le gouvernement au sujet de l'ajustement des politiques de réduction durable de la pauvreté. Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) sera utilisé pour les consultations sur les politiques stratégiques afin de faire du SAFP un instrument dirigé par le pays lui-même.

10. **Cadre de prêts.** La note attribuée à la Chine dans le contexte du SAFP est extrêmement positive en ce qui concerne les indicateurs de l'activité au niveau macroéconomique, le secteur rural et la performance du portefeuille. Sur la base de la note actuellement décernée au pays, l'allocation plafond d'environ 23,8 millions de USD se trouverait largement dépassée. Il est prévu d'élaborer pendant la période 2006-2010 une filière de programmes sectoriels qui pourraient être complétés, dans une optique stratégique, par des dons au pays et des dons régionaux.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS (COSOP)

I. INTRODUCTION

1. La République populaire de Chine est entrée au FIDA en tant que membre de la Catégorie III (aujourd'hui Liste C) en 1980. Depuis 1981, le FIDA a financé en Chine 18 projets au moyen de prêts représentant au total un montant de 337,9 million de DTS. La plupart des projets ont été conçus conjointement avec le gouvernement pour atténuer la pauvreté au moyen d'activités dans des secteurs comme l'appui à l'irrigation et la bonification des terres, la plantation d'arbres, l'élevage, le crédit et l'infrastructure. En 1995, il s'est instauré une collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour la conception et l'exécution des programmes, et les méthodes de planification participative au niveau des villages ont été progressivement introduites à partir de 1998. L'Office allemande de coopération technique (GTZ) a été associé à l'exécution de plusieurs projets. La Banque mondiale a fait fonction d'institution coopérante pour trois projets et, pour tous les autres, c'est le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) qui a joué ce rôle.

2. La première stratégie du FIDA pour la Chine a été approuvée en octobre 1987 et a été depuis lors mise à jour à plusieurs reprises. L'exposé des options et des stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) le plus récent, qui remonte à 1999, a défini le cadre de l'appui fourni par le FIDA pour promouvoir un développement rural intégré axé sur les ruraux pauvres des régions marginales des provinces de l'ouest et du centre du pays. L'actuel COSOP est l'aboutissement de plusieurs études de caractère général ainsi que d'un processus itératif de consultations et d'ateliers. Un premier atelier de consultation sur le COSOP a été organisé avec la participation de représentants des organismes gouvernementaux, dont le Ministère des finances, le Ministère du commerce, la Commission nationale pour le développement et la réforme, le Ministère de l'agriculture, le Groupe directeur du Conseil d'État pour l'atténuation de la pauvreté et le développement, la Commission chinoise de réglementation des opérations bancaires et la Confédération chinoise des associations féminines. Des instituts de recherche ainsi que des représentants de la communauté des donateurs, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque asiatique de développement (BAsD) et le GTZ ont, lors de la réunion, contribué à l'identification des questions stratégiques. À l'occasion d'une deuxième table ronde, les responsables des organismes gouvernementaux, dont le Ministère des finances, le Ministère du commerce, la Commission nationale pour le développement et de la réforme, la Commission chinoise de la réglementation des opérations bancaires, le Centre de recherche sur le développement rural, le Groupe directeur pour l'atténuation de la pauvreté et le développement, la Confédération chinoise des associations féminines, l'UNOPS et le GTZ ont examiné et approuvé l'actuel COSOP.

II. LE CONCEPT ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL DE LA PAUVRETÉ RURALE

A. Situation économique du pays

3. **Population.** La population de la Chine était estimée à 1,3 milliard d'habitants en 2004, soit environ 20% du total de la population mondiale. L'accroissement démographique en 2004 était de 0,7% par an, soit un recul par rapport au taux de 1,6% enregistré pour la période 1970-1990. Il existe dans le pays 55 groupes ethniques minoritaires qui représentaient lors du recensement de 2000 8,4% de la population totale (106,4 millions d'habitants). En 2003, environ 850 millions de personnes, soit 62% de la population totale, vivaient en milieu rural, contre 82% en 1978, année au cours de laquelle ont été introduites les réformes économiques. Ces réformes ont engendré un exode des travailleurs

ruraux vers les villes qui a porté la proportion de la population urbaine d'environ 34,8% (1999) à 40,5% (2003) du total.

4. **Développement social et humain.** Les niveaux de développement humain se sont nettement améliorés en Chine: en 2004, la Chine venait au 94^e rang (avec un indicateur de 0,745) pour ce qui est de l'indicateur du développement humain du PNUD, alors que celui-ci n'était que de 0,541 en 1980. En 2002, l'espérance de vie à la naissance était de 71 ans pour les deux sexes, contre 61 ans en 1970. Il y a dans le pays quelque 140 millions d'adultes illettrés (11% du total), dont 70% de femmes. Le taux net de scolarisation au niveau primaire est de 99%, contre 84% en 1978, et 48% des enfants scolarisés sont des filles. Au niveau secondaire, 47% des élèves sont des filles, et celles-ci représentent 40% des étudiants des établissements universitaires. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 39 pour 1 000 naissances vivantes (2002), contre 61 en 1991 et 64 en 1980. Le taux de mortalité maternelle est de 53 pour 100 000 naissances vivantes, alors qu'il atteignait 88,9 en 1990. On constate dans le pays un taux élevé et croissant de masculinité à la naissance, à savoir 116,9, alors que le taux naturel est compris entre 105 et 106. Environ 75% de la population a accès à l'eau salubre, contre 71% en 1990. Depuis 1999, le nombre d'infections déclaré par le VIH/sida a augmenté à un rythme annuel de 30%. Selon les estimations, environ un million de personnes seraient actuellement infectées.

5. **Performance macroéconomique.** La Chine a connu une expansion économique sans précédent depuis l'introduction de réformes économiques orientées vers le marché et la transition vers une économie industrialisée plus étroitement intégrée à l'économie mondiale. Des réformes foncières et des réformes de l'agriculture ont suivi au début des années 80, en même temps qu'ont été introduites les zones économiques spéciales où étaient encouragés des investissements étrangers, que l'activité manufacturière était en plein essor sous la direction des entreprises collectives des villes et villages et que des investissements massifs étaient effectués dans l'infrastructure. Il a également été introduit progressivement d'autres réformes sectorielles concernant les prix marchands, le secteur financier, la privatisation des entreprises étatiques et la modernisation du cadre juridique.

6. Les réformes se sont traduites par des taux annuels moyens impressionnants de croissance du produit intérieur brut (PIB), lesquels, en prix locaux constants, ont été de 9,4% pendant la période 1979-2004, tandis que le revenu par habitant a augmenté de 8,1% pour atteindre l'équivalent de 1 087 USD en 2003. L'expansion rapide du secteur tertiaire (qui représentait 34,5% du PIB en 2004 contre 21,4% en 1979) et, à un moindre degré, du secteur industriel (dont la part du PIB est passée de 47,4% en 1979 à 50,8% en 2004) s'est accompagnée d'une contraction marquée du secteur agricole (qui ne représentait plus que 14,6% du PIB en 2004, contre 31,2% en 1979). Pendant la même période, les effectifs de la main d'œuvre agricole sont demeurés constants à 365 millions de travailleurs et ont par conséquent diminué en proportion du total de la population active, qui n'était plus que 42% en 2004 contre 70% en 1978, les migrations internes s'accroissant. L'emploi urbain est passé de 224 millions de postes de travail en 1999 à 256 millions en 2003, mais l'emploi dans les entreprises étatiques et les entreprises collectives a considérablement baissé, tombant de 102 millions à 78,8 millions de postes de travail pendant la même période. Le taux officiel de chômage en milieu urbain était estimé à 4,7% en 2004, soit plus que les 4% enregistrés en 2002.

7. L'adhésion de la Chine à l'OMC a coïncidé avec le renforcement continu de la position extérieure du pays. L'excédent de la balance des opérations courantes était estimé à 5,9% du PIB en 2004. Les exportations, essentiellement de textiles, ont augmenté de 24% tandis que les importations, y compris de produits alimentaires, se sont accrues de 30% en 2004. En 2004, le compte de capital a été marqué par un niveau croissant d'engagements à court terme, mais les investissements étrangers directs, de 53 milliards de USD, sont demeurés solides et ont représenté environ 3,5% du PIB. En 2004, les réserves officielles étaient estimées à plus de 560 milliards de USD (l'équivalent de plus de neuf mois d'importations) soit un montant égal à plus du double du total de la dette extérieure – dont

la moitié est constituée par un endettement à court terme – qui représentait l'équivalent de 13,5% du PIB.

8. En 2004, la part de la consommation finale des ménages est tombée à moins de 40% du PIB (contre 50% en 1979), tandis que celle de la consommation des administrations publiques est restée stable, avec environ 12,5% du PIB. L'épargne intérieure brute a atteint un niveau sans précédent de 47,5% du PIB, et la formation brute de capital un niveau de 46,6% du PIB, ce qui laisse un considérable potentiel de croissance pour l'avenir prévisible. Préoccupé par le risque de surchauffe de l'économie, le Gouvernement chinois a adopté une série de mesures monétaires et administratives pour freiner les investissements et promouvoir les transferts de capitaux vers des secteurs comme l'agriculture, les services et les petites et moyennes entreprises qui présentent la possibilité d'absorber l'excédent de main d'œuvre rurale et les nouveaux arrivés sur le marché du travail. Les autres mesures adoptées ont consisté à relever les coefficients de réserve des banques, à resserrer les conditions du crédit dans les secteurs dans lesquels les investissements étaient excessifs et à relever les taux de refinancement et de réescompte. Les efforts déployés pour transformer le potentiel de la Chine en une croissance effective dépendront directement de la capacité de gérer un système financier de plus en plus sollicité, du rythme des réformes structurelles dans le secteur bancaire, dans le domaine budgétaire et dans le secteur des entreprises publiques et de la capacité d'atténuer les déséquilibres croissants entre l'est et l'ouest, les régions rurales et les villes et les différents secteurs. Les domaines dans lesquels les réformes structurelles peuvent le plus promouvoir l'expansion sont le secteur rural et les marchés des facteurs, mais surtout les marchés du travail, de la terre et de l'énergie.

B. Secteur agricole

9. **Agriculture.** L'agriculture constitue la principale source de revenus pour la majeure partie de la population rurale. La superficie totale des terres arables utilisées pour les cultures annuelles et permanentes était en moyenne de 152,4 millions d'hectares en 2003, dont quelque 76,8 millions d'hectares (50%) étaient utilisés pour la production céréalière. Depuis les réformes, la proportion du total des terres arablesensemencées de céréales a cessé de diminuer pendant la période 1961-1980 après avoir longtemps représenté 90% du total, ce qui dénote une diversification au profit de cultures de plus grande valeur. Ainsi, la superficie par habitant des terres destinées à la production céréalière est tombée de 0,13 ha en 1961 à 0,06 ha en 2002. Il y a lieu de noter que la contraction des superficies cultivées a sans doute été compensée dans une certaine mesure par une augmentation des rendements: ainsi, la production céréalière globale par habitant est passée de 163 kg en 1961 à 307 kg en 2002. Les progrès enregistrés dans le secteur de l'élevage ont été tout aussi impressionnants. La production totale de viande a augmenté chaque année à un rythme d'environ 6,5%, pour passer de 3,8 kg par personne en 1961 à 52,5 kg par personne en 2002. De même, la production de lait s'est accrue de quelque 4% par an.

10. Avec l'introduction en 1978 du Système de responsabilité des ménages, ces derniers ont obtenu des droits de jouissance sur les terres collectives gérées par les comités de village. Dans un premier temps, ces droits ont été répartis sur la base des effectifs du ménage, et des redistributions plus ou moins fréquentes ont empêché les agriculteurs d'effectuer des investissements à plus long terme, par exemple pour planter des arbres ou améliorer l'infrastructure. En 2003, la législation a été modifiée pour prévoir la possibilité de baux fonciers de 30 ans, lesquels sont cessibles. De nouvelles lois ont renforcé la position des femmes. Des textes d'application devront être promulgués pour assurer la mise en œuvre intégrale de la nouvelle loi en raison de la persistance des traditions patrilocales.

11. **Les entreprises rurales.** Les entreprises appartenant aux administrations locales et les coopératives se sont développées rapidement dans les villes et les villages depuis le début des années 80 et ont offert des possibilités d'emploi à une main d'œuvre rurale de plus en plus nombreuse tout en constituant des sources de recettes pour les administrations locales. Le secteur des entreprises collectives de village est devenu un élément structurel majeur de l'économie et, en 2003, plus de

25 millions d'entreprises ont produit une valeur ajoutée de 3,7 billions de CNY (444,7 milliards de USD), soit 31% du PIB. Plus de la moitié de ces entreprises travaillent dans le secteur des services et dans celui des transports et au moins un tiers dans le secteur manufacturier. Elles employaient au total, en 2003, 136 millions de personnes, soit 28% du total de la population active rurale. Depuis 1997, ces entreprises ont commencé à être privatisées, mouvement qui se poursuit à un rythme inégal selon les régions.

12. **Les migrations.** La migration des travailleurs est un des principaux éléments des stratégies de subsistance des ménages ruraux et, en 2003, quelque 98 millions de travailleurs avaient un emploi en dehors de leur circonscription, soit plus de six fois le chiffre de 15 millions enregistré en 1990, et ils représentaient plus de 20% du total de la population active rurale. Le gouvernement a pour politique de faciliter les migrations vers les villes et il a à cette fin amélioré la législation concernant l'enregistrement du lieu de résidence et les prestations sociales auxquelles peuvent prétendre les migrants, appliqué plus rigoureusement la réglementation concernant les contrats de travail et adopté un plan national de formation des travailleurs ruraux migrants pour améliorer la formation professionnelle des 60 millions de ruraux qui risquent de devenir des travailleurs migrants.

C. Pauvreté rurale

13. **Réalisations.** Sur la base du seuil officiel de pauvreté, le nombre de ruraux qui vivent dans la pauvreté absolue est tombé de 250 millions en 1978 à 30 millions en 2000 et à 28,2 millions en 2002, soit, proportionnellement, une diminution de 30,7% à 3,4% du total. En 2002, le gouvernement a introduit un seuil national de pauvreté au-dessous duquel sont considérées comme pauvres absolus et comme économiquement faibles les personnes ayant un revenu inférieur à 869 CNY. Ce seuil officiel est très proche du niveau qui est considéré comme le seuil de pauvreté au plan international, c'est-à-dire 1 USD par jour (879 CNY aux prix de 2002). À la lumière de ce seul critère de revenu, quelque 88 millions de personnes étaient considérées comme faisant partie du groupe des économiquement faibles en 2002, dont 28,2 millions considérées comme vivant dans une pauvreté absolue. Des discussions récentes concernant la définition de la pauvreté en Chine privilégient les modèles fondés sur la consommation des ménages plutôt que sur le revenu des ménages. Sur la base du critère fondé sur une *consommation* représentant 1 USD par jour et par personne en 2002, le nombre de ruraux pauvres atteint 161 millions, soit 12,5% du total de la population, contre 31,5% en 1990. En outre, l'incidence de la pauvreté urbaine est tombée à 0,3% en 2000, contre 0,9% en 1990.

14. Cette réduction spectaculaire de la pauvreté a permis à la Chine d'atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement. Par ailleurs, le pays a bien avancé sur la voie de la réalisation des autres OMD; les domaines qui appelleront des efforts accrus sont notamment l'accès des filles à l'enseignement primaire et secondaire (OMD 3), l'incidence du VIH/sida et de la tuberculose (OMD 6) et l'adoption de stratégies nationales de développement durable (OMD 7).

15. **Problèmes.** En dépit des succès remarquables remportés dans la lutte contre la pauvreté rurale, il subsiste des problèmes substantiels. C'est ainsi, par exemple, que l'on constate depuis 1996 un ralentissement marqué de la réduction de la pauvreté en dépit de la persistance d'une croissance dynamique en général, ce qui porte à conclure que "la croissance, à elle seule, ne suffit pas à maintenir la tendance à la baisse de la pauvreté". La vulnérabilité des personnes vivant à un niveau proche du seuil de pauvreté est une question qui devrait retenir une attention accrue car des groupes nombreux risquent de retomber dans la pauvreté. Selon les estimations de 2003, le nombre de pauvres s'est accru de quelque 800 000 personnes, en particulier dans les régions marginales reculées et dans les régions où vivent des minorités ethniques.

16. L'inégalité globale des revenus des ménages au niveau de l'ensemble du pays, telle que mesurée par le coefficient de Gini, a augmenté rapidement, passant de 0,2 environ pendant la première moitié des années 80 à 0,42 en 1993, puis à 0,45 selon les dernières données disponibles, qui se rapportent à

l'année 2001. Du fait de la forte concentration de la croissance et des investissements dans les économies urbaines de l'est du pays, les disparités régionales se sont creusées, et ce malgré les programmes mis en œuvre par l'État pour promouvoir le développement des provinces de l'ouest. De plus, les différences de revenus entre les régions rurales et les régions urbaines se sont accentuées, comme en témoigne un ratio urbain/rural de 3:1. Pour une large part, cet état de choses est imputable à l'importance que présente l'agriculture pour les revenus ruraux, à un rythme de développement de l'agriculture inférieur à la moyenne et à l'amélioration et à la dégradation des termes de l'échange ruraux/urbains. Pour ce qui est des disparités entre les régions, le ratio entre les revenus urbains moyens dans l'est du pays (8 448 CNY) et les revenus ruraux dans l'ouest (1 640 CNY), de 5,1:1, est encore plus élevé. Ces disparités régionales expliquent également pourquoi, en 1999, 89% environ du total des ruraux pauvres et 70% du total des ménages urbains pauvres vivaient dans le centre et l'ouest de la Chine. Il existe également des différences marquées de revenus à l'intérieur des régions et même de zones rurales, comme les provinces de Sichuan et de Henan. Les facteurs à l'origine de ces disparités locales sont notamment les conditions géographiques, la qualité de la terre et l'accès à l'infrastructure et aux marchés.

17. Les réformes économiques ont aggravé les différences entre les sexes en dépit de l'existence d'un cadre juridique bien développé visant à garantir l'égalité. Les principaux problèmes tiennent au déséquilibre du ratio entre les sexes imputable à la résurgence de la préférence pour les garçons, au parti pris en faveur des hommes qui caractérise les services de vulgarisation, aux taux d'abandon scolaires des filles, à l'accès limité des femmes aux mécanismes formels de financement et à une répartition actuellement inégale des tâches au sein du ménage. La féminisation de l'agriculture et de la pauvreté entraînée par les migrations de la main-d'œuvre masculine et la différence des salaires demeurent considérables. Chose intéressante, les différences entre les sexes pour ce qui est des possibilités de trouver un emploi non agricole paraissent se rétrécir, comme en témoignent les schémas récents des migrations. Toutefois, il faudra accorder une attention particulière à l'incidence de la violence au foyer, à la traite de femmes et d'enfants des régions les plus pauvres et au taux de suicide exceptionnellement élevé chez les femmes rurales. Des progrès considérables ont été accomplis, notamment avec l'appui de la Confédération des associations féminines, pour surmonter ces problèmes, mais il y a encore beaucoup à faire.

D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles

18. **Contraintes.** Dans les régions rurales de la Chine, la pauvreté est un phénomène complexe causé par toute une série de facteurs naturels, économiques et sociaux. Pour les ménages pauvres, la principale contrainte tient à la faiblesse de la productivité. Ces ménages tendent à tirer une plus grande proportion (73%) de leur (faible) revenu d'activités agricoles que l'ensemble des ménages ruraux (43%), et ces activités sont peu productives. Le plus souvent, cela est causé par l'insuffisance de la base de ressources, aussi bien *humaines* que *naturelles*. Les ménages pauvres essaient tout d'abord de se nourrir, ce à quoi ils consacrent une large part de leur travail, ce qui ne laisse guère de possibilités pour des activités non agricoles plus rémunératrices.

19. Les pauvres ne peuvent pas utiliser leur base limitée d'avoirs aux niveaux optimaux de productivité des facteurs car ils n'ont pas accès aux autres moyens requis, comme l'information, les technologies, les possibilités de commercialisation et les services financiers ruraux. Un projet réalisé avec l'appui du FIDA et du PAM dans la province de Sichuan a démontré que la mise en place d'une infrastructure et la fourniture de services de crédit, de formation et d'information pourraient délivrer les ménages pauvres de la pauvreté, même si leurs ressources initiales sont insuffisantes. À la suite de ce projet, le revenu annuel de ces ménages s'est accru de 20% par an et a fini par dépasser le revenu moyen de la zone où était réalisé le projet.

20. La productivité des activités agricoles des pauvres peut être accrue sans aggraver à l'excès les risques, mais c'est essentiellement la promotion d'activités non agricoles qui peut faire le plus de

différence. Le revenu *agricole* moyen des ménages ruraux (1 421 CNY) dépasse de 46% environ celui des ménages pauvres (780 CNY); tandis que le revenu *non agricole* moyen des ménages (1 111 CNY) représente 103% de celui des ménages pauvres (547 CNY). Dans un contexte économique d'ensemble caractérisé par une croissance soutenue, les possibilités d'emploi non agricole augmentent, et aider les pauvres à les exploiter fait grandement aider à atténuer la pauvreté.

21. La dégradation des ressources naturelles constitue un problème sérieux dans certaines régions de la Chine, comme l'érosion par les eaux des plateaux loessiques, l'érosion éolienne dans le nord et la désertification et la salinisation dans les plaines septentrionales. Pour une large part, ces phénomènes ne touchent que les zones autres que les régions cultivées et n'affectent qu'indirectement la production et les ressources des ménages. C'est la pénurie d'eau qui affecte le plus la situation des pauvres dans la mesure où elle touche 85 millions de pauvres et affecte 55% de leurs revenus.

22. D'autres causes de la pauvreté rurale sont des taux élevés d'analphabétisme et un mauvais état de santé. L'insuffisance des services sociaux continue de freiner le développement des régions rurales. Cela paraît être imputable à l'augmentation du coût, déterminé par le marché, des services sociaux ainsi qu'à des politiques qui font reposer la charge du financement de ces services sur des administrations locales dont les ressources sont déjà limitées.

23. **Possibilités.** Plusieurs facteurs sont propices aux efforts de réduction de la pauvreté rurale en Chine. Le gouvernement a apporté la preuve de sa ferme volonté d'atténuer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie dans les régions reculées. La conjoncture macroéconomique actuelle, caractérisée par une croissance solide et soutenue, crée également des possibilités pour les pauvres, mais il faudra simultanément s'attaquer aux inégalités existantes. L'environnement institutionnel offre une forte capacité d'exécution. Par ailleurs, différents organismes publics ont entrepris des programmes sectoriels pilotes pour accroître l'impact de leurs activités sur les pauvres. L'expérience du FIDA a démontré qu'améliorer l'accès participatif des pauvres aux ressources est un moyen à la fois économique et efficace de réduire la pauvreté.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

24. Les politiques élaborées par le gouvernement et l'échelle du financement alloué aux programmes publics de réduction de la pauvreté sont exemplaires. Depuis les années 80, l'approche suivie par le gouvernement en matière d'atténuation de la pauvreté a été axée sur des programmes de développement local ciblés sur les districts pauvres. Le développement économique régional a été assuré grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, à la fourniture de services d'infrastructures et au renforcement des capacités des pauvres. En dépit des progrès substantiels réalisés sur le front de la réduction de la pauvreté, celle-ci demeure essentiellement un phénomène rural. Les activités non agricoles génératrices de revenus et les migrations de la main-d'œuvre ont été encouragées. Pour mettre en œuvre cette approche, le gouvernement a recours à trois principaux instruments: prêts subventionnés, activités vivres contre travail et octroi de dons pour les activités de développement. Les 88 millions de personnes qui constituent le groupe des pauvres et des "économiquement faibles" sont la cible des efforts d'atténuation de la pauvreté grâce à une accélération du développement déployée au plan national. L'appui du gouvernement est axé en priorité sur les régions où vivent des minorités ethniques et les régions extrêmement pauvres des provinces du centre et de l'ouest du pays.

25. La stratégie de développement du gouvernement, telle qu'elle est reflétée dans le Dixième plan quinquennal (2001-2005), vise à s'attaquer au problème de la pauvreté et est fondée sur le Programme de développement visant à réduire la pauvreté rurale dans les régions rurales de la Chine pendant la période 2001-2010. Le Dixième plan quinquennal reflète également les objectifs visés dans la Stratégie de développement de la région de l'ouest du pays, qui tendent à créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'activités de développement dans les 12 provinces occidentales. Le

plan est fondé sur le concept classique de société *Xiaokang*, qui envisage une société composée de classes moyennes au sein de laquelle la plupart des ménages sont modérément aisés et la prospérité est largement répartie tandis que les valeurs matérielles et spirituelles sont également importantes. Les politiques du gouvernement mettent nettement l'accent sur la "croissance dans l'équité", et le gouvernement s'emploie à instaurer une société *Xiaokang* caractérisée par cinq équilibres (économique/social, homme/nature, milieu rural/urbain, est/ouest et national/international) pendant la période couverte par le Onzième plan quinquennal (2006-2010). Les efforts sont spécifiquement axés sur le développement rural étant donné que la pauvreté rurale reste largement généralisée et que les différences de revenus et de services sociaux continuent de se creuser entre les régions rurales et les villes.

26. Les objectifs du programme sont: a) d'aider ceux qui vivent dans la pauvreté absolue à parvenir dès que possible à un niveau de vie minimum, et b) d'améliorer l'essentiel des conditions de production et des conditions de vie dans les régions pauvres, de développer l'infrastructure, de régénérer l'environnement et d'améliorer les conditions sociales et culturelles. Le but est d'atteindre un taux annuel de croissance des revenus ruraux par habitant de 5%, de sorte qu'ils représentent 2 880 CNY en 2005. Ainsi, la pauvreté absolue se trouverait éliminée.

27. Quelques éléments de la stratégie mettent l'accent sur la nécessité de développer les cultures et l'élevage grâce à l'introduction de variétés et de techniques améliorées et à la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement. Les produits agricoles qui ont des avantages comparatifs et occupent des créneaux spécifiques sur les marchés seront encouragés, autant que le développement des agro-industries. D'autres éléments concernent le développement scientifique et le transfert de technologies et l'appui aux arrangements de métayage au profit des agriculteurs pauvres, ainsi que la fourniture de services d'appui plus efficaces dans les domaines de l'information, de la technologie et de la commercialisation. En outre, le volume des prêts accordés à des conditions favorables pour faciliter la réduction de la pauvreté peut être accru pour encourager le développement de l'agriculture, du traitement des produits alimentaires, des circuits de commercialisation et de l'infrastructure. Les services de microfinancement doivent être progressivement élargis et le développement des entreprises non publiques dans les régions pauvres sera accéléré. Ces investissements seront complétés par des améliorations dans les secteurs de l'infrastructure, des communications ainsi que des services sociaux, notamment de santé et d'éducation. La gestion du programme relèvera de la responsabilité des provinces, et la planification et l'exécution des activités seront décentralisées au profit des districts et des municipalités. Un suivi, une évaluation et des audits périodiques sont prévus. Il a été alloué au programme des ressources substantielles représentant de 25 à 30 milliards de CNY par an.

28. Les politiques du gouvernement, telles qu'elles sont résumées ci-dessus, sont appuyées par plusieurs donateurs internationaux. Le montant total des décaissements au titre de l'aide publique au développement (APD) fluctue autour d'une moyenne annuelle d'environ 2,1 milliards de USD (1997-2000), dont 30% proviennent d'institutions multilatérales et 70% de sources bilatérales. Les flux d'APD à la Chine ont baissé ces dernières années et les principaux donateurs multilatéraux et bilatéraux comme la Banque mondiale et le Japon ont entrepris de réduire leurs programmes d'assistance étant donné que la Chine est rangée depuis 1999 dans la catégorie des pays de la tranche inférieure des revenus intermédiaires, et ne peut donc plus avoir accès aux prêts de l'Association internationale de développement (IDA).

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

29. Depuis que son premier projet a été approuvé, en 1981, le FIDA a acquis une expérience substantielle en Chine. Indépendamment de la conception de 19 projets et programmes, il a été réalisé sept projets et deux évaluations thématiques. Les évaluations les plus récentes ont analysé la situation et les tendances en ce qui concerne la contribution du financement rural et de l'agriculture biologique

à la réduction de la pauvreté. Au cours des quelques dernières années, les rapports d'achèvement des projets ont comporté des évaluations participatives d'impact. Les enseignements retirés de ces évaluations et de l'impact ont été intégrés à la conception des projets. De plus, l'évaluation thématique toute récente consacrée à l'agriculture biologique constitue la base d'une composante spécifique du nouveau COSOP. Les enseignements retirés des évaluations des activités et des évaluations d'impact peuvent se résumer comme suit.

Résultats et impact

30. **Ciblage des ruraux pauvres.** Conformément au mandat du FIDA, tous les projets ont pour objectif immédiat la réduction de la pauvreté. Les projets sont par conséquent ciblés sur les pauvres de différentes façons: à l'étape de leur conception, les zones d'exécution du projet sont sélectionnées sur la base de l'incidence de la pauvreté et de la vulnérabilité, dans ce dernier cas avec l'aide du système FAO/PAM d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, ce qui permet de sélectionner les municipalités les plus pauvres. Les activités ont été individualisées en fonction des capacités et des besoins des pauvres, par exemple au moyen d'un plafonnement des prêts et de la réalisation d'activités vivres contre travail, tandis que la sélection des bénéficiaires eux-mêmes est effectuée par les groupes chargés de l'exécution des projets au niveau des villages. Dans l'ensemble, ces mécanismes de ciblage ont permis de faire parvenir efficacement les ressources allouées au projet jusqu'aux pauvres.

31. **Impact.** Tous les projets ont contribué à réduire la pauvreté et, parfois, l'ont totalement éliminée. On peut citer comme exemple le projet de développement de la région de Chengdu/Nanchong, dans le nord-est de la province de Sichuan, où 90% des ménages, au début du projet, vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, tandis que ce pourcentage était presque nul (1%) lors de son achèvement. Dans le contexte général d'une croissance économique solide, il est estimé que l'impact sur la réduction de la pauvreté parmi les ménages bénéficiant du projet peut être imputé à celui-ci à concurrence de 40 à 45%. Cela s'explique par le fait que les ménages visés étaient plus pauvres que les pauvres "moyens". Les activités du projet les ont aidés à accroître leurs revenus dans des proportions telles que ceux-ci ont dépassé les revenus moyens dans la zone du projet. En comparaison des ménages n'y ayant pas participé, les projets ont donné aux ménages les plus pauvres la possibilité d'accroître davantage leurs revenus, d'échapper plus rapidement à la pauvreté et d'atteindre des niveaux de revenus supérieurs à la moyenne.

Conception et exécution des projets

32. **Crédit.** La politique élaborée par le gouvernement consistait à accorder grâce aux ressources fournies par le FIDA, par l'intermédiaire du Ministère des finances, des sous-prêts aux administrations des provinces, des districts et des municipalités intéressés en appliquant à chaque étape toute une série de commissions et de primes pour risques de change. Ainsi, les ressources fournies par le FIDA pour l'octroi de crédits agricoles parvenaient aux coopératives rurales de crédit (CRC) à un coût bien plus élevé que leurs ressources propres ou d'autres ressources extérieures. Les CRC se sont ainsi trouvées dans l'incapacité de mettre en œuvre les programmes de crédit prévus par le projet, tâche qui a dû être assumée par les institutions chargées de la gestion du projet. En juillet 2002, le gouvernement est convenu que les ressources fournies par le FIDA seraient mises directement à la disposition des CRC aux conditions du FIDA et, dans le contexte de projets plus récents, les CRC assument la responsabilité du programme de crédits à l'agriculture. Cette approche suit de près la recommandation issue de l'évaluation thématique des services financiers ruraux réalisée en 2001. Les autres recommandations formulées lors de l'évaluation, par exemple celles qui concernent la nécessité de réformer le système des CRC, sont appliquées dans le cadre du programme de développement du secteur financier rural. Ce programme a pour but d'appuyer sur une base pilote l'ajustement des politiques et des modalités des prêts des CRC pour que ces institutions soient plus accessibles pour les pauvres tout en reposant sur des bases financières et institutionnelles plus solides.

33. **Participation et flexibilité.** Depuis 1998, l'on a commencé à appliquer dans le contexte des projets conjoints du FIDA et du PAM une approche participative de l'exécution des projets. L'instrument utilisé pour mettre en œuvre cette approche a été le plan participatif de développement des villages devant être élaboré par les populations des villages. Il a néanmoins été constaté que les objectifs envisagés lors de l'évaluation prospective étaient interprétés de façon trop rigide et que les objectifs annuels fixés à cette occasion n'étaient adaptés qu'en partie aux conditions locales dans les programmes de travail annuels. En conclusion, il apparaît que les aspects participatifs doivent être renforcés et que les projets devront être conçus de manière à comporter des modalités permettant de garantir une flexibilité suffisante pour qu'ils puissent être adaptés à l'évolution des marchés et aux conditions sociales.

34. **Égalité entre les sexes.** Étant donné la féminisation croissante de l'agriculture ainsi que de la pauvreté parmi les femmes rurales, les projets financés par le FIDA ont été conçus sur la base d'une approche intégrée du développement rural et des sexes. Depuis 1996, le crédit a été spécifiquement réservé aux femmes et la priorité a été accordée aux femmes pour ce qui est de la participation aux activités appropriées vivres pour la formation et vivres contre travail. Une attention spéciale a été accordée à l'état de santé des femmes et à leur niveau d'instruction. De plus, la désignation d'un responsable de la promotion de l'égalité entre les sexes a été rendue obligatoire à tous les niveaux de la gestion des projets. Les projets ont encouragé l'adoption de technologies, notamment dans des domaines comme l'approvisionnement en eau potable et l'utilisation de la biomasse, de nature à alléger la charge de travail considérable des femmes et à dégager ainsi du temps que les femmes puissent consacrer à d'autres activités productives. Les évaluations d'impact des projets ont maintes fois confirmé l'impact qu'ils avaient eu sur l'autonomisation des femmes sur les plans social et économique. Une évaluation au regard de la problématique hommes/femmes des projets financés par le FIDA réalisée avec le soutien du Gouvernement japonais est parvenue à la conclusion que l'exécution des projets tendait à mettre l'accent sur les activités sociales plutôt qu'économiques des femmes, et a suggéré qu'à l'avenir, l'appui du FIDA privilégie à nouveau l'autonomisation économique des femmes sans pour autant négliger les aspects de développement social (voir également l'appendice II).

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

35. La Chine a réalisé des progrès impressionnants sur l'atténuation de la pauvreté. Sur la base du seuil national de pauvreté, les 60 millions de personnes à faible revenu, plus les 28 millions qui vivent dans une pauvreté absolue, constituent une tranche significative de la population totale. Si l'on applique les critères de mesure de la pauvreté basés sur la consommation communément utilisés au plan international, il subsiste aujourd'hui 160 millions de pauvres, dont le niveau de consommation est inférieur à 1 USD par jour. De plus, certaines études récentes portent à penser que de vastes secteurs de la population risquent de retomber dans une pauvreté absolue. Les programmes de réduction de la pauvreté menés en Chine devront mettre un accent plus marqué sur la vulnérabilité et la durabilité pour empêcher une baisse massive des revenus des personnes qui ont récemment réussi à échapper à la pauvreté. Comme les différences de revenus d'une région et d'une localité à l'autre se sont creusées rapidement ces dernières années, il faudra redoubler d'efforts dans les régions pauvres dont le développement est en retard par rapport à celui de l'ensemble du pays.

36. C'est dans les régions reculées, fréquemment montagneuses, des régions de l'ouest et du centre du pays que l'on trouve la plus forte incidence de pauvreté rurale. Ces régions sont caractérisées par une pénurie d'eau, des sols peu fertiles et une dotation réduite en ressources naturelles. La plupart de ces régions sont écologiquement très fragiles et exposées à une sérieuse dégradation, comme la plaine lèssique du nord-ouest de la Chine. En outre, les habitants de ces régions sont isolés et ont difficilement accès au monde extérieur. Comme les minorités ethniques représentent une proportion

significative des pauvres, des approches et des politiques spécifiques devront être élaborées pour leur garantir l'égalité des chances en matière de développement.

37. À la lumière de cette analyse de la pauvreté, il convient que le FIDA continue de fournir un appui à la Chine. Le soutien apporté aux efforts de réduction de la pauvreté rurale en Chine est fondé sur les considérations suivantes.

38. **Demande du gouvernement.** Les consultations menées avec le Groupe directeur du Conseil d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement et le Ministère des finances ont confirmé que la Chine est vivement désireuse que le FIDA apporte un appui au programme pour la réduction de la pauvreté étant donné l'orientation spécifique des activités du Fonds vers les régions marginales, les ruraux pauvres et les minorités ethniques.

39. **Avantage comparatif.** La Chine attend du Fonds qu'il continue de faire l'apport non seulement de ressources financières additionnelles mais aussi d'approches et de concepts novateurs de la réduction de la pauvreté appliqués dans le contexte de projets réalisés dans d'autres pays. Le Fonds a apporté la preuve de son avantage comparatif en matière de lutte contre la pauvreté dans les régions reculées et pauvres en ressources pour avoir depuis longtemps conçu et réalisé des projets dans certaines des localités les plus reculées et les plus fragiles du monde et parmi certaines des populations les plus marginalisées qui soit. Ce qui différencie le FIDA de plusieurs autres donateurs à cet égard est que le Fonds définit ses stratégies par pays à partir de la base, en prenant les causes de la pauvreté rurale comme point de départ pour élaborer une stratégie nationale. Cela lui a permis de mieux comprendre les caractéristiques locales de la pauvreté et d'acquérir une expérience accrue du ciblage des activités sur les pauvres.

40. **Stratégies communes.** Le gouvernement a adopté, pour promouvoir le développement, un Programme de réduction de la pauvreté rurale pour 2001-2010 qui, pour atteindre ses principaux objectifs, favorise un développement agricole écologiquement rationnel, le renforcement des services commerciaux et financiers proposés aux pauvres, la création d'entreprises privées et d'organisation de paysans et le développement des activités économiques hors exploitation. Ces priorités correspondent pleinement aux orientations qui sous-tendent le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006, à savoir un accès équitable aux ressources naturelles, aux services financiers et aux marchés et le renforcement des institutions communautaires. En outre, la stratégie s'étend sur la période comprise entre 2006 et 2010. Les stratégies du gouvernement et du Fonds sont pleinement compatibles, et le soutien du FIDA sera pleinement intégré aux stratégies du gouvernement.

41. **Développement des régions marginales.** Le FIDA insiste sur l'opportunité de réorienter les fonds vers les régions marginales de manière à créer les bases nécessaires au développement rural local. Étant donné l'intensification des migrations vers les villes et la présence de ruraux vulnérables dans les régions reculées, le FIDA reconnaît que la promotion du développement rural revêt une importance critique pour les familles d'agriculteurs qui ne peuvent ou ne veulent pas migrer. La promotion du développement rural local créera les conditions qui doivent être réunies pour pouvoir absorber les migrants de retour et garantir la protection des terres marginales ainsi qu'une exploitation respectueuse de l'environnement.

42. **Égalité entre les sexes.** Le FIDA considère les femmes rurales comme le principal groupe cible étant donné que les intéressées jouent un rôle capital, bien que souvent méconnu, dans l'économie des ménages ruraux pauvres. Promouvoir l'égalité entre les sexes constitue par conséquent l'un des objectifs stratégiques du Fonds. Étant donné la féminisation croissante de l'agriculture et de la pauvreté, le FIDA s'attachera, dans ce domaine, à contribuer à l'élimination des contraintes auxquelles sont confrontées les femmes rurales pauvres et à faciliter ainsi leur autonomisation sociale et économique.

43. **Concertation.** À l'intérieur du cadre constitué par les politiques existantes, les projets financés par le FIDA ont mis à l'épreuve sur une base pilote des approches nouvelles qui constitueront la base de la concertation menée avec le gouvernement pour réorienter peu à peu les politiques en faveur des pauvres. On peut citer comme exemple les mécanismes de ciblage des projets, la structure des taux applicables à la rétrocession des ressources du FIDA et la participation des CRC aux composantes de crédit des projets. Depuis qu'il a commencé, il y a dix ans, à collaborer avec le PAM pour mettre à l'essai des méthodes novatrices de conception des stratégies et des projets, comme le mécanisme d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, les évaluations rurales participatives, les activités vivres contre la formation et vivres contre travail, le FIDA a montré qu'il pouvait établir des partenariats et mener une concertation avec des acteurs internationaux. À l'avenir, la présence du Fonds dans le pays et les étroites relations qu'il a nouées avec des institutions poursuivant des buts semblables, comme le GTZ, renforceront encore la capacité de concertation du Fonds.

44. **Organisations stratégiques.** Le FIDA ne peut, à lui seul, éliminer la pauvreté rurale en Chine. Le créneau du Fonds est défini par son rôle de catalyseur et sa capacité d'élaborer en collaboration avec les gouvernements et d'autres donateurs des programmes pilotes stratégiques novateurs qui puissent être ensuite reproduits à plus grande échelle. L'élaboration des futurs programmes de réduction de la pauvreté du FIDA sera guidée par deux considérations stratégiques: accès et innovation. Conformément au Cadre stratégique du FIDA, l'appui de celui-ci tendra à faciliter l'accès des pauvres, hommes et femmes, à l'information et aux savoirs, aux ressources naturelles et aux technologies d'exploitation durable de ces ressources, à des services financiers appropriés et à des marchés haut de gamme porteurs et rémunérateurs. Le Fonds introduira des programmes sectoriels qui constitueront pour lui une nouvelle méthode de cibler efficacement ses ressources sur un nombre limité de possibilités stratégiques. Les résultats positifs qu'auront donnés ceux-ci serviront à concevoir les amendements à apporter aux politiques du gouvernement et à élargir ses programmes au moyen des ressources du gouvernement lui-même, comme cela a été le cas du Programme de développement du secteur financier rural, qui a été lancé récemment.

B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions du projet

45. Les possibilités pour le Fonds de fournir un appui ont été identifiées sur la base des causes apparentes de la pauvreté des difficultés de réduire cette dernière, des considérations stratégiques du gouvernement et du Fonds, des enseignements tirés de l'expérience acquise et de l'analyse des capacités d'exécution des institutions. La promotion de l'accès aux services et aux marchés et l'innovation ont été les principes prééminents, et les secteurs ci-après apparaissent comme offrant les possibilités à exploiter en priorité à cet égard.

46. **Conception de la stratégie.** Le Programme de réduction de la pauvreté rurale pour 2001-2010, que le gouvernement a adopté pour promouvoir le développement, a été conçu en 2000. Pour l'essentiel, ce programme a atteint son objectif, et il faudra ajuster la stratégie pour la deuxième moitié du programme afin de l'adapter à la situation actuelle et aux caractéristiques de la pauvreté et de la vulnérabilité qui subsistent. Le FIDA envisagera d'apporter un appui, sous forme de dons, aux institutions publiques et privées qui sont chargées de la formulation des politiques pour les aider à mener des évaluations, à analyser des politiques et à élaborer des stratégies, notamment dans des domaines comme les systèmes de commercialisation, la réglementation des marchés et les services financiers ruraux pour les pauvres. Le Fonds aura ainsi la possibilité de mener une action de concertation et de plaider et de nouer des partenariats à un niveau élevé.

47. **Microfinancement et développement des microentreprises.** Des réformes du secteur financier rural ont été entreprises en 2002 dans huit provinces par le gouvernement. Seule institution internationale à être impliquée dans ce processus, le FIDA apporte un appui à la réforme des CRC dans le cadre du Programme de développement du secteur financier rural qui vient d'être approuvé et qui prévoit l'introduction à titre pilote de nouvelles politiques et réformes institutionnelles dans des

CRC. À la lumière de l'expérience acquise et des résultats de ce programme, le soutien du FIDA tendra à mettre à l'épreuve les réformes des politiques et des institutions et à reproduire dans d'autres régions pilotes les innovations qui auront donné des résultats positifs. Pour améliorer l'efficacité des mécanismes de financement rural et appuyer le développement du secteur privé, une composante de développement des microentreprises sera ajoutée aux activités futures.

48. **Agriculture biologique.** L'une des causes de la pauvreté et de la faiblesse des revenus agricoles est l'absence d'information sur les marchés et de liens avec les marchés pour les ménages pauvres, lesquels ont de ce fait tendance à produire en gros pour des marchés peu différenciés. Chacun s'accorde à reconnaître que le rendement net de la production agricole pourrait être accru grâce à une différenciation des produits, ainsi qu'à la sélection et à la vente de produits de qualité sur les marchés spécialisés. Une des options pouvant être envisagée à cet égard est celle de l'agriculture biologique.

49. La société chinoise exige de plus en plus des produits alimentaires de haute qualité, comme c'est également le cas dans d'autres pays en expansion. Le gouvernement a réagi en introduisant le label "aliment vert" qui garantit la sécurité et la qualité des produits alimentaires. Ce label a connu un grand succès et les ventes des produits en bénéficiant ont augmenté en flèche pour atteindre une valeur de 8,8 milliards de USD en 2003, soit environ 8% de la valeur totale des ventes de denrées alimentaires dans le pays. L'agriculture biologique a été introduite en 1990, et la production et l'exportation ont augmenté à un rythme de plus de 10% par an au cours des dix dernières années. Cependant, les aliments d'origine biologique certifiée ne représentent encore qu'une très faible proportion du marché intérieur – moins de 1% - mais la plupart des produits certifiés sont exportés vers l'Amérique du Nord, le Japon et l'Europe. Comme les marchés nationaux s'accroissent rapidement dans les régions côtières du pays, il est probable que les produits bénéficiant du label vert et les produits de l'agriculture biologique pourront offrir aux agriculteurs des possibilités considérables. Le cas de certaines des provinces les plus pauvres de Chine, comme la province d'Anhui, démontre le potentiel que les produits de l'agriculture biologique peuvent représenter pour les ruraux pauvres.

50. L'évaluation que vient de faire le FIDA de la contribution que l'agriculture biologique peut apporter à la réduction de la pauvreté constituera la base de l'appui que le Fonds fournira dans ce secteur, qui tendra à développer les débouchés des produits de l'agriculture biologique en tant que moyen de réduire la pauvreté. Les options qui pourront être envisagées devront être identifiées en coopération avec les opérateurs sur les marchés, les instituts de recherche et les décideurs. (Voir l'appendice III).

51. **Commercialisation.** Les agriculteurs pauvres des régions marginales reculées ne connaissent généralement que le fonctionnement des systèmes de commercialisation de leur production agricole, et leurs relations commerciales avec l'économie extérieure sont sporadiques et de valeur modique. L'appui fourni aux agriculteurs pauvres porte principalement sur la production, et la commercialisation n'occupe qu'une place limitée dans les recherches et les services de vulgarisation. L'accroissement général des revenus a accru la demande de produits spécialisés comme le thé et les herbes médicinales. L'exemple de l'agriculture biologique a démontré que les produits occupant un créneau spécialisé offrent des possibilités prometteuses de commercialisation. Néanmoins, il importe tout autant de faire en sorte que les agriculteurs traditionnels aient eux aussi plus largement accès aux possibilités de commercialisation.

52. La libéralisation des marchés actuellement en cours en Chine créera un certain nombre de difficultés pour les agriculteurs, surtout pour ceux qui sont pauvres et vivent dans des régions reculées. Ces dernières années, les chaînes de supermarchés se sont développées en Chine à un rythme effréné en milieu urbain ainsi que dans les régions rurales, tandis que la place occupée par les marchés plus traditionnels, comme les marchés locaux, et par les mécanismes d'achats par l'État a diminué. Selon certaines études, la part détenue par les supermarchés dans les ventes de produits agricoles et

alimentaires pourrait atteindre de 20% à 50% en milieu rural et dans les villes respectivement en 2020. Il est probable que les supermarchés deviendront un important débouché pour les agriculteurs, mais il y a tout lieu de supposer que la plupart des agriculteurs pauvres ne pourront que difficilement exploiter cette possibilité. Les principales contraintes à cet égard sont le manque de connaissances, de ressources financières et d'infrastructure et leur pouvoir de négociation extrêmement limité.

53. Il existe différentes possibilités d'améliorer l'accès des agriculteurs pauvres aux marchés et de les aider à capturer durablement une part plus importante des marges nettes existantes. Pour l'avenir, une stratégie appropriée à cet égard consisterait à : a) rapprocher les marchés des petits agriculteurs; b) aider les agriculteurs à se réorienter vers de nouvelles activités monétaires; et c) couvrir certains des risques de commercialisation liés aux fluctuations saisonnières des prix. L'approche du FIDA tendra, entre autres, à appuyer le développement des systèmes d'information sur les marchés et à promouvoir les associations professionnelles d'agriculteurs et les contrats de vente directe. Les activités viseront à établir des liens étroits entre les agriculteurs et leurs marchés naturels et à appuyer les systèmes et le secteur privé.

54. **Égalité entre les sexes.** Conformément aux orientations stratégiques du FIDA, la promotion de l'égalité entre les sexes a commencé à être intégrée au programme élaboré pour la Chine. Au cours des années à venir, la collaboration avec la Confédération chinoise des associations féminines et les institutions semblables aux échelons national et local sera la base des efforts déployés pour améliorer l'égalité entre hommes et femmes dans les régions rurales. L'on s'attachera à mobiliser une collaboration pour la mise en œuvre d'un programme pilote de plus grande envergure tendant à encourager l'établissement des associations féminines afin de créer des activités génératrices de revenus. À la lumière de l'expérience acquise dans ce domaine et dans le contexte d'autres programmes du FIDA, l'accent sera mis sur la fourniture d'un appui technique et financier à ces associations ainsi que d'un soutien institutionnel visant à renforcer la Confédération chinoise des associations féminines à tous les niveaux. Pour élargir le rôle de la Confédération dans le processus de prise de décisions concernant les politiques générales et l'allocation des ressources, le FIDA, conjointement avec les autres institutions, étudiera les moyens qui permettraient à la Confédération de jouer un rôle accru dans la formulation des politiques.

55. **Transfert des technologies.** L'amélioration de l'accès des pauvres, hommes et femmes, à l'information, à l'innovation et aux technologies constitue un aspect important de la stratégie du FIDA. Il a été identifié deux principaux domaines d'activités: a) la réorientation des services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture pour mieux tenir compte des besoins des agriculteurs pauvres, hommes et femmes; et b) un appui à l'approche d'"envoyé technique" actuellement mise en œuvre à titre expérimental par le Ministère de la science et de la technologie. Du fait de la libéralisation progressive des marchés des intrants et des produits, les agriculteurs ont tendance, de plus en plus, à prendre des décisions concernant leur production sur la base de considérations liées aux rendements nets. Des avis techniques axés sur la demande et orientés vers les marchés sont de plus en plus nécessaires, et le contenu des services de vulgarisation doit être défini à la lumière des besoins des agriculteurs et de la situation des marchés locaux. À l'intérieur de ce cadre, l'accent devra être mis sur les besoins des pauvres, qui n'ont à leur disposition qu'une série plus limitée d'avoirs et de ressources. La réorientation de l'actuel système de vulgarisation devrait tendre à exploiter des approches novatrices mais ayant fait leurs preuves, par exemple le modèle des systèmes participatifs de vulgarisation à assise communautaire, comme les *stages pratiques d'agriculteurs*, l'idée étant d'en arriver à terme à la fourniture aux agriculteurs de services exclusivement axés sur les marchés. L'approche d'"envoyé technique" fait appel à la participation des agriculteurs, qui sont censés spécifier le type des services consultatifs et l'augmentation minimum des revenus agricoles qu'ils souhaitent. Les services sont fournis moyennant rémunération. Le FIDA fournirait un appui pour élargir la portée de ce programme en y incorporant des activités économiques non agricoles et en faisant une plus large place aux efforts de promotion de l'égalité entre les sexes. (Voir l'appendice II.)

56. **Gestion des ressources naturelles.** Les coûts économiques de la dégradation des ressources naturelles ont été estimés comme représentant en moyenne 1,9% du PIB; l'érosion des sols affecte surtout les ménages pauvres. Dans un premier temps, l'appui du FIDA tendra à s'attaquer aux causes profondes de la dégradation de l'environnement. Des approches communautaires d'amélioration de la base des ressources naturelles dans les régions pauvres seraient liées au processus de planification du développement au niveau des villages et aux activités des autres entités constituées à chacun des niveaux de l'administration. Des programmes sectoriels pilotes de gestion des ressources naturelles seraient entrepris pour permettre d'élaborer une approche de gestion intégrée des écosystèmes reposant sur un effort de sensibilisation et de renforcement des capacités, des recherches adaptatives et l'élaboration et la mise à l'essai des politiques nécessaires dans ces domaines. Dans ce contexte, la participation du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) constituerait une contribution majeure. Le gouvernement a demandé au FIDA, qui est l'un des agents d'exécution de la FEM, d'aider à l'élaboration de projets dans le contexte du partenariat gouvernement-FEM de lutte contre la dégradation des terres dans les écosystèmes arides, qui est coordonné par la BASD.

57. **Considérations liées à la conception des programmes.** Les régions où seront entrepris les programmes sectoriels pilotes seront sélectionnées à la lumière de l'incidence de la pauvreté et des possibilités de succès des activités pilotes. Comme dans les districts les plus pauvres, la capacité d'exécution risque d'être inférieure à ce qu'elle est dans les régions développées, le renforcement des capacités des agents d'exécution constituera un élément faisant partie intégrante de la conception de programmes. Pour satisfaire les autres besoins prioritaires des pauvres dans ces régions, chaque programme sectoriel pilote comportera également un fonds de développement rural. Sur la base de critères prédéterminés, le FIDA appuiera les investissements communautaires identifiés à la suite d'efforts véritablement participatifs de planification au niveau des villages. Les systèmes de suivi et d'évaluation seront continuellement améliorés, et le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) sera utilisé comme moyen d'intervention pour réévaluer les méthodes actuellement utilisées pour les enquêtes de référence et la structure des rapports. Une formation au suivi et à l'évaluation sera dispensée au personnel local des projets, et le personnel du FIDA sur le terrain sera chargé de regrouper les rapports et études concernant les projets. Les bureaux sur place du Fonds seront également utilisés pour déterminer comment le FIDA a exploité son rôle de catalyseur pour reproduire à plus grande échelle les approches novatrices de réduction de la pauvreté dans le contexte des programmes de développement et des politiques connexes.

C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec des ONG et le secteur privé

58. **Organisations non gouvernementales.** Plusieurs ONG internationales opèrent en Chine, dont la Fondation Ford, Save the Children et Oxfam. Au plan national, le concept d'institution non gouvernementale est encore peu développé et les quelques institutions qui existent sont étroitement liées au gouvernement, essentiellement par le biais d'affiliations personnelles. L'on s'emploiera à mobiliser une collaboration en offrant un financement sous forme de don. Le FIDA explorera, avec le Gouvernement, la possibilité d'accroître la participation des ONG au programme de pays mis en œuvre par le Fonds.

59. **Secteur privé.** Le gouvernement considère de plus en plus le secteur privé comme un moteur du développement national en raison de son dynamisme et de son potentiel de création d'emplois et de génération de revenus. Conformément à la stratégie du gouvernement, le FIDA appuiera les efforts de développement rural entrepris sous l'égide du secteur privé dans des domaines comme la commercialisation, le commerce et le traitement de produits alimentaires. Le secteur privé pourra notamment être associé à la conception et à l'exécution de projets pilotes, en particulier dans des domaines comme l'agriculture biologique, la commercialisation et les transferts de technologies. Le secteur bancaire, en pleine évolution, offrira indubitablement une autre possibilité importante d'intervention du secteur privé étant donné la libéralisation prévue de ce secteur qui doit intervenir en 2006. Les opérations d'investissement, inspirées de la Stratégie du FIDA de création de partenariats

pour le développement avec le secteur privé (document EB 2005/84/R.4/Rev.1), tendront à appuyer la création d'entreprises familiales et d'activités connexes de nature à générer des revenus et encourageront la création de partenariats avec les acteurs du secteur privé pour resserrer les liens entre ceux-ci et les petits agriculteurs.

D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions

60. Le FIDA a été la première institution des Nations Unies à établir un cadre de cofinancement avec une institution sœur en nouant en 1996 un partenariat stratégique avec le PAM. Les deux institutions ont mis en place un mécanisme efficace de collaboration en matière de conception et de financement des projets. Le PAM, le Gouvernement chinois et le FIDA ont financé conjointement neuf projets d'une valeur d'environ 550 millions de USD dont ont bénéficié directement quelque 6,5 millions de pauvres dans 11 provinces désavantagées. L'aide alimentaire du PAM, conjuguée à l'assistance financière du FIDA, s'est avérée être un mécanisme efficace qui a permis de cibler plus efficacement les activités sur les pauvres, de renforcer leurs capacités productives et d'améliorer leur cote de crédit. Ce partenariat entre le PAM, le gouvernement et le FIDA a également permis d'exercer une plus grande influence dans le contexte de la concertation menée au sujet des politiques générales. L'on peut en citer comme exemple la promotion de la planification participative du développement au niveau des villages, aujourd'hui devenue un élément des politiques nationales. Ce partenariat doit être dissous car le PAM prévoit de mettre fin à son assistance à la Chine en 2005, année pendant laquelle la Chine doit devenir donateur. Le FIDA a, ces dernières années, redoublé d'efforts pour créer de nouveaux partenariats, surtout avec les institutions dont l'action peut compléter la réalisation des objectifs stratégiques et les moyens d'intervention du Fonds.

61. Le rôle de la coopération pour le développement en Chine évoluant, le FIDA a reconnu la nécessité de collaborer avec une institution comme le GTZ, qui fournit une assistance technique de haute qualité. Les possibilités de collaboration avec le GTZ concernent principalement la gestion des ressources naturelles et les réformes économique et structurelle. Ces domaines devraient ouvrir de larges possibilités de réalisation d'activités et de projets conjoints et d'ouverture d'un processus de concertation sur des questions émergentes comme l'actuelle réforme du secteur du financement rural. L'objectif visé est de donner à cette collaboration un caractère stratégique, et la première entreprise conjointe a consisté à élaborer le présent COSOP. Le FIDA et le GTZ ont déjà commencé à collaborer étroitement en harmonisant leurs filières respectives de projets et leurs modalités d'exécution.

62. Étant l'un des agents d'exécution du FEM et une institution dont le mandat est axé sur la pauvreté, le FIDA est directement intéressé par cet important cadre et un premier projet, le *Projet de conservation et de régénération de l'environnement dans les zones arides* a été incorporé à la filière de projets du FEM en 2003. Dans le cadre de ce partenariat, le Fonds a établi des liens solides avec la BASD en sa qualité d'agent d'exécution. Le FIDA encourage l'application d'une approche intégrée de gestion des écosystèmes en combinant des investissements pouvant concrètement appuyer les programmes et en aidant à l'élaboration de politiques concernant les zones arides du pays. De cette façon, le FIDA, institution qui a accueilli le Mécanisme mondial de la Convention pour la lutte contre la désertification, pourra aussi simultanément donner suite aux engagements qu'il a pris dans le contexte de la Convention.

63. Les intérêts et les stratégies des donateurs multilatéraux et bilatéraux commencent à converger, ce qui apparaît comme une occasion de resserrer la collaboration entre les partenaires qui appuient les efforts de développement (voir l'appendice V.) Les liens avec la communauté des donateurs sont importants si l'on veut renforcer le processus de partage des savoirs et de concertation sur les politiques générales. Le Fonds s'attachera à assurer la complémentarité de ses interventions et du programme élaboré pour le pays par la Banque mondiale dans les domaines de l'appui au développement des microentreprises et de la création d'activités génératrices de revenus, principalement pour les femmes. L'intention du FIDA est d'améliorer le partage de savoirs et de

données d'expérience avec d'autres partenaires poursuivant le même but comme le Département pour le développement international (DfID) du Royaume-Uni et la BASD et appuyer ainsi la réforme du secteur du financement rural en l'orientant vers la lutte contre la pauvreté. Le DfID a déjà activement associé le FIDA aux consultations informelles avec les donateurs dans le domaine du financement rural. En outre, la BASD travaille dans le secteur de l'accès aux marchés, domaine qui revêt une importance croissante pour les groupes cibles du FIDA. Celui-ci participe activement au processus d'élaboration du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et du bilan commun de pays. Étant donné l'appui qu'il apporte dans les domaines intéressant les femmes, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est également un partenaire stratégique du Fonds, avec la Confédération chinoise des associations féminines, pour l'intégration aux activités des politiques de promotion de l'égalité entre les sexes. Il en va de même des programmes de pays élaborés récemment par la BASD et la Banque mondiale, qui offrent d'intéressants aspects de synergie avec le présent COSOP, par exemple pour ce qui est de la protection de l'environnement et de la réduction de la pauvreté dans les régions marginales. En conclusion, il existe de larges possibilités de renforcer la coopération entre les donateurs, spécialement en ce qui concerne le partage des connaissances et la concertation avec le gouvernement.

E. Domaines de concertation

64. Le processus de concertation continuera de reposer solidement sur l'expérience acquise pendant l'exécution des programmes. Par le passé, les efforts continus de promotion de la planification participative du développement au niveau des villages et la mise en place et la promotion de services financiers ruraux par le biais des CRC ont été de bons exemples de concertation réussie. Dans le deuxième cas, le processus de concertation a permis au Fonds de participer au processus national de réforme du secteur bancaire rural entrepris dans le cadre du RFSP. La mise en œuvre de programmes sectoriels pilotes, comme proposé dans ce COSOP, créera de nouvelles possibilités de concertation avec le gouvernement concernant l'ajustement des politiques de réduction durable de la pauvreté.

65. Le processus envisagé pour mener ce dialogue comprendra des réunions périodiques consacrées aux questions stratégiques de politique générale ainsi qu'une large diffusion des documents et études relatifs aux projets, tandis que la présence du FIDA sur le terrain, les éléments chinois du réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie-Pacifique et les partenariats avec les institutions nationales et les donateurs ayant des buts semblables mettront le Fonds mieux à même de poursuivre son dialogue avec le gouvernement. Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) constituera un autre des mécanismes utilisés pour mener des consultations au sujet des politiques stratégiques visant à faire du SAFP un mécanisme animé par le gouvernement. L'évaluation de la situation en Chine réalisée en 2004 dans le contexte du SAFP a identifié un certain nombre de domaines dans lesquels les politiques pourraient être améliorées pour accroître l'impact des investissements sur les efforts de réduction de la pauvreté. Il faudra notamment faciliter l'accès à la terre, remédier au déséquilibre entre hommes et femmes, améliorer les services sociaux et faciliter l'accès à des services efficaces de soutien, et notamment aux services de vulgarisation et aux systèmes financiers ruraux. Des études plus récentes ont également souligné la nécessité de mettre en place un cadre juridique pour les organisations communautaires, comme les associations d'agriculteurs, afin de promouvoir la production et, ce qui est plus important, la commercialisation. Une assistance pourrait être fournie en vue d'une révision du cadre réglementaire appliqué en matière de commercialisation pour en faire un outil plus efficace de réduction de la pauvreté. Conscient des efforts que déploie le gouvernement pour introduire des réformes dans un grand nombre de secteurs, le FIDA continuera d'offrir son assistance, par le biais de son programme de dons, pour affiner les nouvelles méthodologies introduites à titre pilote.

F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille

66. D'une manière générale, la performance du portefeuille actuel a été satisfaisante et reflète la volonté manifestée par le gouvernement de réduire la pauvreté ainsi que sa capacité d'exécution. Les études d'impact ont confirmé les effets positifs que les projets ont eus sur les moyens de subsistance en milieu rural. La note en ce qui concerne les projets à risque du programme de pays était de 4 en 2004, tous les projets sauf un ayant atteint ou dépassé les objectifs fixés en matière de développement rural et l'exécution des projets avançant comme prévu. Toutefois, le délai considérable à prévoir avant l'entrée en vigueur des prêts est une question qui préoccupe de plus en plus le FIDA et l'emprunteur. Constituer une filière composée de plusieurs programmes pour les cinq prochaines années pourrait efficacement remédier à cet état de choses tout en poursuivant de façon méthodique l'élaboration des programmes. Les mesures décrites ci-dessous devraient permettre de résoudre les autres questions en suspens.

67. Les progrès accomplis dans l'exécution du projet sont imputables principalement aux efforts résolus déployés par toutes les parties prenantes et surtout par l'organisme national d'exécution. La coopération avec le Ministère des finances est efficace et repose sur un solide climat de confiance. Le ministère s'attache systématiquement à harmoniser le concours d'autres organismes gouvernementaux comme la Commission nationale pour le développement et les réformes, la Commission chinoise de réglementation des opérations bancaires et le Groupe directeur du Conseil d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement, dont la coopération revêt une importance capitale pour la réalisation du programme de pays du FIDA. La présence du Fonds sur le terrain et l'efficacité des modalités de supervision ne manqueront pas d'améliorer encore l'exécution déjà satisfaisante du programme de pays. La coopération avec le GTZ aidera le Fonds à fournir un appui à l'exécution des activités. Parallèlement à des initiatives comme la Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique, les services du FIDA sur le terrain aideront à gérer les savoirs et veilleront à ce que les enseignements tirés de l'expérience soient intégrés à la conception et à l'exécution du programme.

68. L'application du SYGRI a utilement contribué à cibler les systèmes de suivi et d'évaluation des projets. D'autres ressources seront fournies pour orienter les programmes de manière à maximiser leur impact et pour atténuer les risques d'échec. L'on continuera d'intégrer les interventions visant à promouvoir l'égalité entre les sexes aux programmes de pays grâce à l'aide à fonds perdus fournie par le Gouvernement japonais ainsi qu'au moyen de programmes de formation et de l'élaboration d'un guide sur la problématique hommes-femmes qui permettra de faciliter la conception des activités et de renforcer les capacités nationales dans ce domaine.

G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile

69. Les notes attribuées à la Chine dans le contexte du SAFP sont positives en ce qui concerne les indicateurs macroéconomiques et les indicateurs concernant le secteur rural et la performance du portefeuille. Sa note globale, toutefois, jointe à sa très nombreuse population, font que la Chine peut prétendre à une allocation dépassant de beaucoup le plafond. Dans les limites du plafond envisagé par l'actuel SAFP, l'allocation annuelle à laquelle pourrait prétendre la Chine serait de l'ordre de 23,8 millions de USD. Il a été simulé un scénario inférieur pour évaluer l'impact potentiel d'une dégradation des performances du pays sur l'allocation du FIDA. Pour tomber au-dessous de l'allocation maximum, les performances de la Chine devraient se dégrader d'au moins deux points au regard de deux des indicateurs appliqués, à savoir les projets à risque, l'évaluation du secteur rural ou l'évaluation des politiques et l'évaluation institutionnelle. Il y a lieu de supposer que, selon toute vraisemblance, une telle détérioration ne se matérialisera pas étant donné les tendances positives que font actuellement apparaître les indicateurs de performance du développement social et économique du pays.

70. Conformément à son cadre stratégique et à son système d'allocation des fonds, le FIDA continuera d'investir dans les régions affectées par la pauvreté pour s'attaquer aux formes les plus opiniâtres de pauvreté qui existent dans les environnements fragiles ainsi que parmi les groupes désavantagés comme les minorités ethniques. Le programme de prêts comprendra une série de programmes sectoriels pilotes qui pourraient être stratégiquement complétés par des dons au pays et des dons régionaux. L'approche à la base des programmes sectoriels serait axée sur les possibilités identifiées dans la section précédente. Même dans le cas d'un scénario inférieur, cette approche serait maintenue car elle ménage la flexibilité nécessaire pour ajuster la portée, le montant et le calendrier des prêts à la lumière de l'évolution éventuelle des performances du pays.

71. En cas d'augmentation de l'allocation-plafond ou du volume annuel des prêts, le FIDA pourrait élargir la couverture géographique de ses programmes pilotes, ce qui ne manquerait certainement pas d'accroître l'impact direct des activités du Fonds sur les moyens de subsistance en milieu rural tout en rehaussant le rôle de catalyseur pour la mise en œuvre d'approches novatrices de la réduction de la pauvreté. En conclusion, la contribution du FIDA à l'élaboration de politiques en faveur des pauvres pourrait gagner en importance.

72. Au cas où la Chine cesserait de pouvoir bénéficier de prêts du FIDA à des conditions particulièrement favorables et devrait accepter des conditions intermédiaires, il est probable que le pays continuerait d'emprunter, même s'il pourrait être amené à reconsidérer le montant et la portée des prêts. Toutefois, l'accent qui est mis sur les programmes de type sectoriel dans la présente stratégie offre la possibilité de les adapter à des circonstances changeantes, à la différence des interventions de développement rural de caractère plus général. Les programmes pilotes et les programmes novateurs proposés tendent à faciliter la reproductibilité à plus grande échelle des activités dans le cadre des programmes du gouvernement. Ainsi, le COSOP permet aux deux partenaires de s'adapter à toute évolution des conditions des prêts, et les prêts du FIDA continueront de compléter la stratégie du développement rural du gouvernement.

73. Le FIDA élaborera une filière de programmes sectoriels stratégiques conformes à ses orientations stratégiques pour faciliter l'accès des ruraux pauvres à des approches novatrices du développement rural. Comme l'approche des programmes sectoriels constitue pour le FIDA et pour ses partenaires une nouveauté relative, elle appellera des révisions continues et, à terme, des ajustements de l'actuel modèle d'exécution, qui a fait ses preuves. Le premier programme pilote, par conséquent, ne portera que sur un petit nombre de secteurs tout en mettant un accent très marqué sur l'exécution et la gestion participatives du programme, ce qui devrait permettre d'identifier les points forts et les points faibles de cette approche avant de lancer un vaste programme sectoriel. Le premier programme, en outre, mettra à l'essai une approche modulaire des programmes qui comportera une conception détaillée pour une partie de la zone d'exécution du programme et pour une période spécifique. Cette conception servira ensuite de modèle pour la planification ultérieure des activités pour le reste de la zone du programme, en partant des villages, suivant les principes usuels applicables aux évaluations rurales participatives. L'exécution serait suivie sur la base des indicateurs convenus lors de l'évaluation prospective.

74. Grâce à l'expérience tirée de l'exécution du premier programme sectoriel modulaire, le reste du programme de prêts serait adapté aux possibilités identifiées dans le présent COSOP, comme convenu lors des consultations avec le pays. La date de mise en route de chaque programme sectoriel, ses objectifs et son envergure seront arrêtés dans le cadre du processus de consultation avec les organismes gouvernementaux et les partenaires multilatéraux ou bilatéraux comme le GTZ.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

CHINA

Land area (km² thousand) 2002 1/	9 327	GNI per capita (USD) 2002 1/	960
Total population (million) 2002 1/	1 280.40	GDP per capita growth (annual %) 2002 1/	7.3
Population density (people per km²) 2002 1/	137	Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/	-0.8
Local currency	Yuan Renminbi (CNY)	Exchange rate: USD 1 =	CNY 8.24
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	0.8	GDP (USD million) 2002 1/	1 266 052
Crude birth rate (per thousand people) 2002 1/	15	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	9.7
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	8	1992-2002	9.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	30	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	71	% agriculture	15
Number of rural poor (million) (approximate)	n/a	% industry	51
Poor as % of total rural population	n/a	% manufacturing	35
Total labour force (million) 2002 1/	769	% services	34
Female labour force as % of total 2002 1/	45	Consumption 2002 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	13
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	114 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	44
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	9 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	43
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita,	n/a	Merchandise exports 2002 1/	325 565
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	16 a/	Merchandise imports 2002 1/	295 203
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	11 a/	Balance of merchandise trade	30 362
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	6 a/	before official transfers 2002 1/	21 627
Physicians (per thousand people) 1/	1	after official transfers 2002 1/	35 422
Population using improved water sources (%) 2002 3/	75 a/	Foreign direct investment, net 2002 1/	46 790
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 3/	40 a/	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2002 1/	-3 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	11 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	3	Total external debt (USD million) 2002 1/	168 255
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	2 463 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	13
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	192	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	8
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	4 867	Lending interest rate (%) 2002 1/	5
Land Use		Deposit interest rate (%) 2002 1/	2
Arable land as % of land area 2002 1/	15 a/		
Forest area as % of total land area 2002 1/	17 a/		
Irrigated land as % of cropland 2002 1/	35 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2004

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal			
Results of pilot innovative approaches to poverty reduction applied on a large scale by government and other donors	<ul style="list-style-type: none"> - Millennium poverty goals increasingly achieved - Innovative poverty reduction programmes implemented - Poverty reduction issues integrated in Government policies - Poverty incidence in programme areas by gender - Improved household asset ownership by gender (RIMS indicator) - Reduced prevalence of child malnutrition by gender (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> - Policy statements - National statistics - Household surveys - Programme reports - Impact Assessments - Gender analysis 	<ul style="list-style-type: none"> - Continued policy support for poverty reduction - Continued overall economic expansion - Continued donor support for poverty reduction programmes - Increased incomes in poor households lead to higher asset ownership - Increased incomes in poor households lead to reduced child malnutrition
Objective			
Poverty incidence reduced in pilot programme areas	<ul style="list-style-type: none"> - Specific programme implementation indicators - Decrease in poverty incidence by gender (in %) - % of households with improved food security (RIMS indicator) - % child malnutrition reduced (RIMS indicator) - % asset ownership of poor increased, by gender (RIMS indicator) - Legal and policy framework facilitating poverty reduction 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Policy statements, laws, budget statements, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Macro-policy framework remains favourable for development of sectors - Sector markets continue to provide incentives - Increased incomes in poor households lead to higher asset ownership - Increased incomes in poor households lead to improved food security

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Outcome			
Access to innovative Micro-finance and micro-enterprise development by the rural poor is improved	<ul style="list-style-type: none"> - Loan portfolio performance micro-finance institutions (in %) (RIMS indicators) - No. of micro-enterprise support activities, by gender - Proportion of poor borrowers and microentrepreneurs by gender (RIMS indicator) - % increase in household incomes by gender - no. of new micro-enterprises , after three years (RIMS indicator) - micro-enterprises turn-over, profitability by gender 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports financing institutions - Annual reports micro-enterprise support agencies - Programme surveys - PRA analysis with stakeholders - MIX reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Micro-finance legal and policy framework continues to be developed
<p>Gender programmes improved access to innovative income generating and social activities by women</p> <p>Local women associations strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of women associations formed, economic activities undertaken - no. of income generating activities operated by women - Net returns obtained - no. of social activities undertaken by women groups - Participation of women in public offices at decision making level (in %;RIMS indicator) - Incidence of domestic violence (in no.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports of Women Federation 	<ul style="list-style-type: none"> - Positive gender policy framework is maintained and further strengthened - Institutional and policy framework for women' associations remains conducive
Organic farming improves livelihood of poor farmers	<ul style="list-style-type: none"> - % increase in yield in organic production - % organic marketing in total agricultural production. - Net returns for poor farm households by gender - % soil fertility enhanced - Biodiversity maintained - Employment creation (in no.) - % reduced chemical accident rates 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports organic operators - Export statistics - Local labour and health statistics 	<ul style="list-style-type: none"> - Demand for organic food continues to grow - Differential pricing for quality produce extends further to local markets and export markets

Narrative Summary	Indicators	Means of Verification	Assumptions
Outcome (cont'd)			
<p>Access to knowledge and technology sustainably improved through innovative pilot programmes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agricultural extension services provide participatory support to poorest households - Cost-effectiveness of extension services improved 	<ul style="list-style-type: none"> - No. and range of technical improvements adopted by poor, by gender (RIMS indicator) - Net incomes of target group by gender - Gender specific extension programmes geared to needs of poor (in no.) - Net benefits of innovative farm operations as adopted by poor, by gender 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports Ministries involved 	<ul style="list-style-type: none"> - Output markets continue to provide incentive prices - Price differentiation according to quality extends to all local markets - policy framework remains conducive to organics
<p>Land degradation arrested and lands recovered;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Integrated ecosystem management (IEM) approach widely adopted - Community natural resources management capacity strengthened 	<ul style="list-style-type: none"> - Areas recovered - % degradation rates declining - No. of households benefiting from improved environmental legal and policy framework including tenure rights (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports Ministries involved 	<ul style="list-style-type: none"> - Increasingly erratic climatic conditions do not cancel recovery effects - Government support to recovery of degraded natural resources expanded - Collaboration with GEF established
<p>Marketing pilot programmes develop frameworks to improve farmers' margins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contract farming has increased net margins for producers and reduced risks - Information networks have raised trade volumes of poor 	<ul style="list-style-type: none"> - Volumes traded (related to RIMS indicator) - Higher prices for quality differentiation of output (in %) - Number of operators, farmers by gender having signed forward contracts - No of forward contracts implemented, i.e. involvement of farmers by gender 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - Impact assessments - Monitoring & Evaluation reports - Annual reports Ministries involved 	<ul style="list-style-type: none"> - Rural terms of trade does not decline - Public support to private agribusiness and entrepreneurship remains
<p>Adjustments to National poverty reduction strategy produced.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Operational poverty concepts defined in terms of absolute and relative income levels (in no.) - Strategy statements adjusted (in no.) - Implementation of poverty reduction programmes (in no.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Programme reports - policy statements - Impact and benchmark assessments - Monitoring & Evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Government focus on poor maintained - Shift in concept of poverty from absolute to relative - Resources available for policy implementation

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
Poverty Reduction Office	<ul style="list-style-type: none"> - Responsible for nation-wide poverty reduction strategy design and implementation - Successful experience in poverty reduction - Strong coordination capacities, reporting directly to the State Council - Managing substantial poverty reduction resources - Competent staff - Decentralised organization, presence up to County level - Multi-sector coverage - Participatory village planning approach - Extensive donor support 	<ul style="list-style-type: none"> - Insufficient monitoring and impact assessment capacities - Previous shortcomings in targeting 	<ul style="list-style-type: none"> - Expressed need for adjustments in poverty reduction strategy - Request for IFAD support - High level of leverage for strategy support - Need for a shift in concept from absolute to relative poverty 	<ul style="list-style-type: none"> - Increasing costs to reach residual poor - Vulnerability of poor around the poverty line, resurgence of absolute poverty
China Banking Regulatory Commission	<ul style="list-style-type: none"> - Responsible for risk-based supervision of the whole financial sector - Promotion of both stability and innovation - Acting as apex organization of the RCCs - Outreach through 45.000 local RCC offices - Competent staff - Decentralised presence at province level 	<ul style="list-style-type: none"> - Short experience, established in 2002 	<ul style="list-style-type: none"> - Responsible for the IFAD supported RFSP - Implementing government sponsored pilot programmes for rural finance policy reform - Innovation oriented 	<ul style="list-style-type: none"> - Financial sector and RCCs Non-Performing Loans overhang
Organic food operators	<ul style="list-style-type: none"> - Expanding sales of food through supermarkets, ensuring one-third of urban supplies or USD 55 billion - Increasing organic sales through supermarkets - Trading companies promoting organic crop production, supporting transition - Local governments supporting organic production 	<ul style="list-style-type: none"> - Multiple scattered experiences 	<ul style="list-style-type: none"> - Strong growth in domestic and export demand - Low present input use in poor areas facilitates conversion - Important price differentials for organic output - Sustainable natural resources management 	<ul style="list-style-type: none"> - Competition from uncertified ecological foods - Competition from countries in the region

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> - Organic stimulates creation farmer groups or associations 		<ul style="list-style-type: none"> - Community development potential - Reduced financial risks - Conservation biodiversity - Increased use of rural labour - Reduced health and environmental risks 	
All-China Women Federation	<ul style="list-style-type: none"> - Promoting the interest of women in all fields - Federation structure from village up to State Council, strong field presence, 980.000 grassroots organizations - Strong poverty reduction focus - Competent and dedicated staff, NGO-style working environment - Effective innovative programmes in critical sectors 	<ul style="list-style-type: none"> - Limited resources - Lukewarm cooperation from other sector agencies, ministries 	<ul style="list-style-type: none"> - Undertaking pilot programmes with women associations - Established cooperation with IFAD funded projects at local levels 	<ul style="list-style-type: none"> - Use of loan funds for grant purposes
Ministry of Science and Technology	<ul style="list-style-type: none"> - Responsible for the nation's science and technology activities - Promoting rural and social development through effective technology transfer - Multi-sector coverage - Innovation oriented - Representations at province and county level 	<ul style="list-style-type: none"> - Limited resources 	<ul style="list-style-type: none"> - Undertaking pilot programme for technology transfer as instrument for poverty reduction 	<ul style="list-style-type: none"> - Overlap with sector agencies, ministries
Ministry of Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Responsible for crop and livestock development - Important field presence, incl. Township level - Accumulated rich experience and knowledge - Experienced field staff 	<ul style="list-style-type: none"> - Research-led extension approach rather than demand responsive - No market orientation, production oriented - Focused on better-off lead farmers - No gender focus - Limited resources 	<ul style="list-style-type: none"> - Strong outreach and field presence 	<ul style="list-style-type: none"> - Competition from commercial extension and marketing

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

The proposed opportunities in the present COSOP are fully in line with the three strategic objectives of IFAD:

IFAD Strategic Objective	COSOP Opportunity
Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations	Women associations, Farmer groups for marketing, Micro-finance group lending
Improving equitable access to productive natural resources and technology	Technology transfer, Community management of natural resources, Organic farming
Increasing access to financial services and markets	Micro-finance and micro-enterprise development, Marketing

They also correspond to the broad objectives of the Regional Strategy for Asia and the Pacific: IFAD support focuses on the poorest areas in China, it enhances women's capabilities, and it covers ethnic minorities who make up a large proportion of the poor, all main thrusts of the Regional Strategy.

The proposed lending volume reflects China's performance as evaluated in the PBA system.

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>World Bank</p> <p>The World Bank group is the largest multilateral donor to China. After the phasing out of IDA credits in 1999, World Bank annual lending programme has been declining.</p> <p>Lending in support of social sectors and pro poor rural development takes the form of IBRD lending (near commercial terms) combined with grants from DfID</p> <p>According to the Country Assistance Strategy (2003-2005), annual IBRD lending amounts to USD 1.25 billion. For fiscal years 2005-06 WB lending to China is expected to range from USD 2.4 billion to 2.8 billion for up to 25 projects. The 2006-2008 CAS is currently being developed.</p> <p>80 projects are currently under implementation with the portfolio concentrated in transportation (31%), urban development (25%), rural development (22%), energy (15%), and human development (6%).</p>	<ul style="list-style-type: none"> improvement of business environment and acceleration of the transition to a market economy addressing the needs of poorer and disadvantaged people and lagging regions through investment lending in rural development, transport and social sectors facilitating an environmentally sustainable development process through investment lending in water resource management, watershed rehabilitation and wasted water treatment, energy, global environment projects supported by GEF and Montreal Protocol 	<p>Focus sectors:</p> <p>Agriculture: Agricultural Technology Transfer Project, Jiangxi Integrated Agricultural Modernization Project, Gansu and Xinjiang Pastoral Development Project</p> <p>Social Sectors: Basic Education Project in Western Areas, China Tuberculosis Control Project</p> <p>Transport: Inner Mongolia Transport and Trade Corridor Project, Hubei Shiman Highway Project, National Trunk Highway System, Second National Railways project, China National Railway Project</p> <p>Urban environ. Mitigation: Guangdong Pearl River Delta Urban Environ. Project</p> <p>Water management: Water and Environment Management Project, Hai Basin Integrated Water and Environ. Manag. Project (GEF), China Hubei Hydropower Development in Poor Areas Project Energy</p>	<p>EB approved</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Not effective</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>Not effective</p> <p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p>	<ul style="list-style-type: none"> Interventions under present COSOP for the development of micro enterprises and income generating activities for women World Bank's investment in transportation could benefit access to markets and marketing for poor farmers in marginal areas PRC-GEF partnership on Land Degradation has been identified by IFAD as integral part of its NRM strategy Knowledge sharing and policy dialogue e.g. for the rural finance sector reform

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>Asian Development Bank</p> <p>The Poverty Reduction Partnership (2003 – 2005) agreement, signed in September 2003, was revised by the Country Strategy and Programme Update (2005-2007). During 2005-07 ADB lending will be around USD 1.5 billion per year (same level as 2003).</p> <p>80% of lending will be in poorer inland provinces. Most of the programme (59%) is dominated by infrastructure lending, especially for transport. Funding for the TA programme has been reduced to USD 11 million from USD 13 million annually</p>	<p>ADB operations focus on four pillars:</p> <ul style="list-style-type: none"> Promoting equitable and inclusive growth: 65% of lending and 41% of non lending through infrastructure lending mainly for transport Making the markets work better: 26% of lending and 38% of non lending through knowledge-based products (TA on promotion of rule of law; financial sector reform and SME development) Promoting environment sustainability: 31% lending programme and 21% of non lending. PRC-GEF Partnership on operational programme 12 ADB supports the implementation of a China-GEF USD 150 million Partnership to address policy, institutional, technical and financing issues related to land degradation. Promoting regional cooperation: initiatives strengthening subregional cooperation in transport and trade (GMS and CAREC). Plus regional technical assistance Private sector development: ADB assistance focuses on infrastructure, financial sector environment 	<p>Sector focus:</p> <p>Transport: Central Sichuan Roads development/ Gansu Roads Dev. Projects; Dali-Lijiang Railway Project</p> <p>Agriculture and rural development: Jilin Water Supply and Sewerage Development</p> <p>Environment: Sanjiang Plain Wetland protection; Liaoning Environment Improvement Project</p> <p>Capacity building to combat land degradation project (GEF and ADB)</p>	<p>Ongoing</p> <p>Ongoing</p> <p>2005</p> <p>Ongoing</p>	<ul style="list-style-type: none"> Complementaries will be explored on access to markets and micro enterprises Within the GEF-PRC partnership, project development, policy dialogue and knowledge management on land degradation issues will be main areas of collaboration ADB enabling environment for private sector development could be linked up with IFAD support to micro enterprises and marketing systems

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>JBIC-JICA</p> <p>Japan, through JBIC, is the largest source of bilateral financial assistance to China through infrastructure, water resource development, environment improvement projects. Assistance is decided on an annual basis. In fiscal year 2004 the ODA loan package for China totalled 85 billion yen (USD 800 million) for seven projects, down from 121 billion yen (USD 1.1 billion) in 2002.</p> <p>In 2001, the Ministry of Foreign Affairs of Japan released the “Economic Cooperation Programme for China” which has directed next five years (FY 2001-2005) of ODA policy for China.</p> <p>JICA provides about USD 100 million annually in grant and technical assistance</p>	<p>ODA policy priority areas were identified as follows:</p> <p>A. Cooperation towards resolving environmental and other global issues including infectious diseases</p> <p>B. Assistance for Open and Reform Policy through human resources development</p> <p>C. Promotion of mutual understanding through various programs such as dispatch of experts to China, acceptance of trainees from China, and support for Chinese students studying in Japan</p> <p>D. Assistance for poverty alleviation, especially in the field of health and education</p> <p>E. Support for private sector activities</p> <p>F. Promotion of multilateral cooperation.</p>	<p>Sector focus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Environmental conservation and protection: six environmental conservation projects, accounting for 94% of the total amount. • Human resource development and poverty reduction 		<ul style="list-style-type: none"> • As no previous partnership exist, a process of knowledge sharing through regular consultation will be initiated

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>DFID</p> <p>Country Strategy (2002-2005) addresses extreme poverty, environmental sustainability, education and health.</p> <p>DFID provides funds entirely on grant terms. DfID's programme in 2003-2004 amounted to USD 60 million grants. In 2005/06 and 2006/07 it will amount to £35 (USD 66 million) and £40 million respectively.</p> <p>DFID's development strategy focuses on working with the government to meet the MDGs.</p> <p>DFID collaborates primarily with the World Bank and the UN system to implement projects and programmes and has introduced a new funding mechanism with the WB through blending of DFID grants with WB non concessional loans.</p>	<p>DFID focus on supporting government programmes on:</p> <ul style="list-style-type: none"> • health (which is the largest part of the programme): improvement of preventive services and basic health care. This includes major activities in HIV/AIDS prevention and care; support to rural and urban health sector reform; and to a national TB control programme • sustainable livelihoods: sustainable natural resource management, access to water and sanitation. • education: support to Government efforts on basic education 	<p>Projects are mainly based in Gansu, Sichuan and Yunnan provinces.</p> <ul style="list-style-type: none"> • £25 million committed to WB loan on access to education • Provides scholarship to 15,000 children every year • £25 million committed to HIV/AIDS work in China: HIV/AIDS Prevention and Care Project • £27 million provided to WB loan on TB diagnosis and cure • £31 million to strengthen the health system • £7 million to Yunnan province to develop an innovative way to tackle environmental management issues • Analytical support together with WB and ADB to the government of China on drawing the 11th Five Year Plan 		<ul style="list-style-type: none"> • Process of information exchange and lessons learning between IFAD funded South Gansu Poverty Reduction Programme and future DFID/WB funded Poor Rural Communities Development Programme on participatory approach to project planning and implementation (IFAD promoted participatory Village Development Planning). • DFID's focus on health and education is mirrored by the social sector development component (health, education, women in development) in ongoing IFAD funded projects • Knowledge sharing collaboration on thematic issues such as rural finance, participatory approach to project planning and implementation (Village Development Plan) and M&E • Informal donor meeting on pro poor financial services

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>UN Development Assistance Framework 2006-2010</p> <p>UNDAF is a planning framework that aims to harmonize the operational activities for development of the UN in China</p>	<p>UNDAF priorities focus on:</p> <ul style="list-style-type: none"> • promoting growth with equity by helping the government develop social and economic policies that operationalise its Xiaokang vision • stronger focus on social development • better management of natural resources to ensure environmental sustainability • reducing HIV/AIDS, TB and malaria infection • strengthening China's role and contribution to regional and international cooperation 			<p>IFAD's commitment to the 2006-2010 UNDAF:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme support to agriculture production in remote, marginal areas with a focus on most disadvantaged groups such as women and ethnic minorities and on increased access to sustainable rural financial services • Support to mainstreaming Participatory Village Development Planning for the promotion of economical and social development activities • Social sector developed through project support to ensure a more equitable and widespread access to health and education services in remote rural area • Efficiency in the use of fossil energy utilisation improved • Biodiversity measures including land improvement and conservation are promoted • Projects promoted in environment conservation, safe access to drinking water and water management in irrigation schemes

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>UNDP</p> <p>UNDP mission is to make a critical contribution to reducing poverty in China by supporting initiatives to achieve growth with equity, gender equality and environmental sustainability.</p> <p>Scale of assistance totals USD 45 million in grants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Democratic governance • Poverty reduction • Energy and environment: UNDP supports the Chinese government in integrating its environmental commitments with national development goals and microeconomic policies • HIV/AIDS and development 	<p>Integrity in Governance in China</p> <p>Human Resources Development for Governance and Institutional Reform</p> <p>On-going Subprojects in Democratic Governance</p> <p>Capacity Building to Support Pro-poor Fiscal Reform in China</p> <p>Institutional Strengthening for the Phaseout of Ozone Depleting Substances under the Montreal Protocol - Phase V</p> <p>Regional Empowerment & Action to Contain HIV/AIDS (REACH): Beyond Borders</p> <p>Community Based HIV/AIDS Care, Prevention and Poverty Reduction</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Support to UNDAF • Knowledge sharing and policy dialogue on relevant issues including gender, PRA and rural finance

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>GTZ</p> <p>Country Strategy developed in March 2003 focus on Economic Reform and Development of the Market System.</p> <p>Main focus areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Economic and structural reforms ii) National resources protection and poverty alleviation iii) Environment protection and energy management <p>IDA condition: Grant: USD 39.17 million (2002)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Economic & Structural Reform (Microfinance, Vocational & Technical Education & Employment; economic policy and control; Law, SME promotion,) • Natural Resources Protection & Poverty Alleviation • Environmental Protection and energy management 	<p>Economic reforms priority areas: economic policy, reform and transformation, legal advisory service assistance to SMEs and their financing, vocational training and job creation.</p> <p>On microfinance, GTZ provides technical assistance to financial institutions in rural areas to improve their management capacity, staff skills, lending procedures, information systems and strategies for mobilizing financial resources.</p> <p>Resource conservation and poverty reduction will be achieved through: integrated poverty reduction; sustainable land use, ecologically oriented agriculture and food security, water and soil conservation, water supply, conservation and sustainable management of forests, preservation and management of biodiversity.</p> <p>Renewable energies in rural areas</p> <p>Strategy for seam fire fighting in coal fields in PR China Research and training centre for wind energy.</p> <p>Protection and sustainable development of agricultural biodiversity in Hainan and Hunan. Quality assurance of agricultural products</p>	<p>Geographic coverage of projects is very wide</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Establishment of a strategic collaboration between GTZ with IFAD whereby GTZ could act as a local advisor for knowledge transfer, policy dialogue and innovation • Strong synergies exist in the micro finance sector: GTZ technical assistance for capacity building, institutional reforms and product development in micro finance could be linked with the RFSP and to new programmes under the new COSOP related to rural finance and NRM. • Collaboration in the Natural Resources Management sector has been initiated. Technical cooperation between the ECPRP and the GTZ led PAAF project is piloted at field level in Ningxia and Shanxi province for participatory Natural Resources Management.

Donor/Activity	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
<p>AusAID</p> <p>The country strategy for China is currently under review. Focus on three main sectoral areas: governance, health (including HIV/AIDS) and environment, with a focus on water resource management.</p> <p>Scale of assistance amounts to USD 30 million grants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Governance and policy reforms, including capacity building to enhance regional trade and investment • Health, environmental management and assistance for regional security and stability 	<p>Human Rights Technical Assistance Programme</p> <p>China Capacity Building Programme</p> <p>Tibet Water Supply and Sanitation Project</p>		<p>IFAD promotes knowledge sharing and policy dialogue on trade and environmental and agricultural development</p>